



HAL
open science

Contradictions et limites des politiques de reconstruction dans les Balkans

Daniela Heimerl, Yorgos Rizopoulos, Nebojsa Vukadinovic

► **To cite this version:**

Daniela Heimerl, Yorgos Rizopoulos, Nebojsa Vukadinovic. Contradictions et limites des politiques de reconstruction dans les Balkans. *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, 1999, 30, pp.201 - 244. 10.3406/receo.1999.3002 . hal-03973428

HAL Id: hal-03973428

<https://hal.science/hal-03973428>

Submitted on 4 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Contradictions et limites des politiques de reconstruction dans les Balkans

Daniela Heimerl, Yorgos Rizopoulos, Nebojsa Vukadinovic

Citer ce document / Cite this document :

Heimerl Daniela, Rizopoulos Yorgos, Vukadinovic Nebojsa. Contradictions et limites des politiques de reconstruction dans les Balkans. In: Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 30, 1999, n°4. Les transformations économiques dans la péninsule balkanique. pp. 201-244;

doi : <https://doi.org/10.3406/receo.1999.3002>

https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_1999_num_30_4_3002

Fichier pdf généré le 12/04/2018

Abstract

NATO's military operations in Yugoslavia (March to June 1999) have created a new situation in the Balkans with direct and indirect political and economic repercussions. To handle the serious problems that have arisen, more and more plans for stabilizing and rebuilding the Balkans have been drawn up. Most of them emphasize relations with the EU and regional complementarities. Meanwhile, despite strong interaction and the interdependence of infrastructures, powerful centrifugal tendencies exist along with poles of attraction outside the region. Divergent interests in the international community, the institutional immaturity and weakness of most states in the Balkans, the imposition of neoliberal reforms in war-ravaged economies, the growth of economic criminality in the countries or regions "under protection", the exclusion of Yugoslavia, and worsening ethnic problems are at the root of many deep contradictions that, running through reconstruction plans, severely limit their effectiveness.

Résumé

Les opérations militaires de l'Alliance atlantique contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY), de mars à juin 1999, ont créé une situation nouvelle dans les Balkans ayant des répercussions directes et indirectes tant sur le plan politique qu'économique. Face à la gravité des problèmes, on assiste à une multiplication d'initiatives politiques et économiques ayant pour objectif de stabiliser et de reconstruire la région. Elles mettent la plupart du temps l'accent sur une association étroite, à tous les niveaux, des pays concernés avec l'Union européenne (UE) ainsi que sur le renforcement des coopérations régionales. Or malgré les interactions certaines et les fortes interdépendances au niveau des infrastructures, les tendances centrifuges sont puissantes, les trajectoires spécifiques et les pôles d'attraction souvent extra-régionaux. Parallèlement, les intérêts divergents des acteurs internationaux, les problèmes d'immaturité des institutions politiques de la plupart des États balkaniques, la mise en œuvre de réformes néolibérales dans des économies touchées directement ou indirectement par les guerres, l'essor de l'économie criminelle dans les pays ou régions "sous protection", l'isolement dans lequel se trouve la RFY et l'aggravation des problèmes inter-communautaires sont à l'origine des profondes contradictions qui caractérisent les plans de reconstruction et limitent leur efficacité sur le terrain.

CONTRADICTIONS ET LIMITES DES POLITIQUES DE RECONSTRUCTION DANS LES BALKANS

Daniela HEIMERL * , Yorgos RIZOPOULOS **
et Nebojsa VUKADINOVIC ***

RÉSUMÉ : Les opérations militaires de l'Alliance atlantique contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY), de mars à juin 1999, ont créé une situation nouvelle dans les Balkans ayant des répercussions directes et indirectes tant sur le plan politique qu'économique. Face à la gravité des problèmes, on assiste à une multiplication d'initiatives politiques et économiques ayant pour objectif de stabiliser et de reconstruire la région. Elles mettent la plupart du temps l'accent sur une association étroite, à tous les niveaux, des pays concernés avec l'Union européenne (UE) ainsi que sur le renforcement des coopérations régionales. Or malgré les interactions certaines et les fortes interdépendances au niveau des infrastructures, les tendances centrifuges sont puissantes, les trajectoires spécifiques et les pôles d'attraction souvent extra-régionaux. Parallèlement, les intérêts divergents des acteurs internationaux, les problèmes d'immaturation des institutions politiques de la plupart des États balkaniques, la mise en œuvre de réformes néolibérales dans des économies touchées directement ou indirectement par les guerres, l'essor de l'économie criminelle dans les pays ou régions "sous protection", l'isolement dans lequel se trouve la RFY et l'aggravation des problèmes inter-communautaires sont à l'origine des profondes contradictions qui caractérisent les plans de reconstruction et limitent leur efficacité sur le terrain.

ABSTRACT : NATO's military operations in Yugoslavia (March to June 1999) have created a new situation in the Balkans with direct and indirect political and economic repercussions. To handle the serious problems that have arisen, more and more plans for stabilizing and rebuilding the Balkans have been drawn up. Most of them emphasize relations with the EU and regional complementarities. Meanwhile, despite strong interaction and the interdependence of infrastructures, powerful centrifugal tendencies exist along with poles of attraction outside the region. Divergent interests in the international community, the institutional immaturity and weakness of most states in the Balkans, the imposition of neoliberal reforms in war-ravaged economies, the growth of economic criminality in the countries or regions "under protection", the exclusion of Yugoslavia, and worsening ethnic problems are at the root of many deep contradictions that, running through reconstruction plans, severely limit their effectiveness.

* CEDUCEE, Documentation Française (E-mail : d.heimerl@caramail.com).

** ERSI – Université d'Amiens, ROSES – Université de Paris-I

(E-mail : yorgos.rizopoulos@u-picardie.fr).

*** Institut d'Études Politiques de Paris (E-mail : nebovukad@post.club-internet.fr).

INTRODUCTION

Il est sans doute trop tôt pour analyser en profondeur les causes et les conséquences à long terme des événements dramatiques dont les Balkans ont été le théâtre depuis le début de 1999 et qui font suite à une décennie de guerres dévastatrices ayant laissé leurs marques dans la partie occidentale de la péninsule. Cependant, la gravité de la situation, à la fois mise en évidence et renforcée de manière paradoxale par l'opération "Force alliée" de l'OTAN contre la RFY de mars à juin 1999 (Riedel & Kalman, 1999), a d'ores et déjà provoqué un changement d'attitude des acteurs internationaux à l'égard des pays balkaniques. En effet, après les avoir délaissés depuis le début des années 90 au profit de l'Europe centrale (Todorova, 1996), la prise de conscience de l'importance de la région dans son ensemble sur les plans politique et économique, mais aussi en tant que facteur potentiel de déstabilisation en Europe, est à l'origine d'une remise en question des approches traitant les difficultés au cas par cas. A contrario, des propositions globales sont formulées, qui sont censées assurer la stabilité et le développement durable des pays concernés, résoudre les problèmes dus aux conflits et, de manière générale, dépasser en créant une dynamique d'ensemble la situation de transition "bloquée" dans laquelle ils se sont enlisés.

L'intérêt renouvelé pour le Sud-Est de l'Europe pourrait stopper le processus de marginalisation de la région et compenser l'insuffisance patente des politiques localement mises en oeuvre par les principaux acteurs internationaux. Cependant, l'urgence des mesures susceptibles d'ouvrir de nouvelles perspectives et d'éviter d'autres conflits ne doit pas dissimuler la nécessité d'un débat tant sur les paramètres jouant un rôle primordial dans les processus politiques, économiques et sociaux que sur les représentations de la réalité balkanique qui, si elles sont tronquées, risquent d'annuler tout effet bénéfique pour les peuples intéressés. Les résultats très mitigés de l'expérience menée en Bosnie-Herzégovine, après les accords de Dayton, constituent à cet égard un exemple significatif.

Le besoin d'un tel débat se fait sentir d'autant plus que les différents plans d'action – qui plongent leurs racines dans les initiatives lancées en 1995-1996 après la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine – peuvent parfois surprendre par leurs contradictions tant au niveau du contenu que des modalités prévues pour leur application. En effet, censés promouvoir une vision globale, ils semblent reproduire dans les faits une démarche "balkanisée" en multipliant les cas voués à un traitement politique et économique spécifique.

Cet article constitue une contribution à la réflexion sur l'avenir politique et économique des Balkans. Sa démarche se veut pluridisciplinaire. Certes, la combinaison des perspectives historique, économique et politique risque de limiter les possibilités d'une pleine exploitation des outils et méthodes de chacune de ces trois disciplines. Il s'agit néanmoins d'un parti-pris car il semble exclu d'appréhender de façon unidimensionnelle la complexité des problèmes posés.

L'objectif n'est pas de dresser un bilan détaillé de toutes les initiatives lancées, ni de proposer une nouvelle évaluation de la situation des pays concernés et des

coûts de la guerre (cf. *Le courrier des pays de l'Est*, 1999) mais de mettre en évidence un certain nombre de faiblesses et d'incohérences qui risquent de limiter l'efficacité des plans de reconstruction. Dans un premier temps est posée la question de la pertinence d'une approche globale de la région en la replaçant dans une perspective historique pour examiner ensuite les dynamiques politiques et économiques régionales antérieures aux opérations militaires de l'OTAN. Une deuxième partie sera consacrée aux conséquences de la guerre pour la RFY et les pays limitrophes ainsi qu'aux questions soulevées par le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, qui a pour ambition de devenir l'un des éléments centraux de la politique étrangère européenne dans cette région.

1. LES BALKANS : RUPTURES ET OSMOSES

Définir la région des Balkans, partie intégrante de l'Europe sur le plan géographique, foyer des éléments clés de l'héritage antique, « première Europe » (Stoianovich, 1994), mais souvent perçue, culturellement et politiquement, comme quasi exclusivement dotée de caractéristiques négatives par opposition aux images positives de « l'Europe » et de « l'Ouest » (Todorova, 1996, pp. 29-35), est un exercice auquel géographes, ethnologues, historiens, sociologues, linguistes et politologues se livrent sans toutefois parvenir à s'entendre.

1.1. NOMEN EST OMEN ?

À partir du XV^e siècle, le mot turc *balkan* (montagne boisée)¹ est utilisé par certains habitants de la région pour désigner la chaîne montagneuse qui divise la Bulgarie centrale d'est en ouest, s'étendant en arc de cercle sur 500 km, des Portes de fer à la mer Noire. Progressivement, il remplace l'ancien nom de la montagne, à savoir *Haimos* pour les Grecs et *Haemus* pour les Romains, mais sans s'appliquer cependant à l'ensemble de la péninsule. En 1808, son utilisation dans ce sens (*Balkanhalbeiland*) est introduite par le géographe berlinois Johann August Zeune. Le terme de « péninsule balkanique » est ainsi fondé sur une erreur géographique ayant survécu de l'Antiquité jusqu'au XIX^e siècle. Elle part de la conviction erronée que la chaîne montagneuse dénommée Balkan lie la mer Noire à la mer Adriatique (elle unirait les Alpes à l'Istrie !), constituant la frontière septentrionale de la péninsule et laissant ainsi sa marque dans toute la région. Or celle-ci reste confinée à la Bulgarie, qui, dans un sens géographique étroit, est le seul pays balkanique. Malgré cette confusion, le mot Balkans, avec toute une terminologie s'y rapportant, est peu à peu entré en tant qu'appellation de la région dans le vocabulaire scientifique et populaire (Hatschikjan & Troebst, 1999, p. 9).

1. Il est généralement admis que le terme et l'appellation de *balkan* ont fait leur apparition dans la péninsule avec l'arrivée des Turcs ottomans.

Jusqu'au Congrès de Berlin (1878) toutefois, celle-ci n'était pas exclusive, les dénominations en usage se référant fréquemment à la présence de l'Empire ottoman dans la péninsule (comme Turquie, Empire ottoman européen, Turquie européenne). Au sein même de la région, Balkans ne s'était pas non plus imposé. À ce titre, il est important de rappeler que ses habitants n'ont jamais développé leur(s) propre(s) nom(s) pour la désigner (Bebler, 1998, p. 135). Toujours est-il qu'au tournant du siècle, les termes de "péninsule balkanique" ou "Balkans" sont définitivement admis (Cvijic, 1918) : ils ont une connotation plus politique que géographique et désignent les possessions européennes de la "Sublime Porte" (Empire ottoman).

En 1893, sur fond de débat autour de l'erreur géographique commise par J. A. Zeune, le géographe allemand Theobald Fischer proposa "péninsule sud-est-européenne" qui resta néanmoins peu usitée. Après 1918, l'expression de "péninsule balkanique" fut de plus en plus critiquée du fait de son imperfection géographique et en tant que construction véhiculant des valeurs négatives. Cette notion géographique devint alors « l'une des désignations péjoratives les plus puissantes de l'Histoire, des relations internationales, de la science politique (...) » (Todorova, 1997, p. 461), la région étant perçue comme « un conservatoire d'archaïsmes » (Lory, 1996, pp. 101-117). À cet égard, le début et la fin du XX^e siècle présentent des parallélismes certains. Après la Première guerre mondiale, l'appellation d'"Europe du Sud-Est" a connu une période de gloire dans l'espace germanophone en tant que concept neutre, non politique et non idéologique tenant compte de la nouvelle donne politique et étatique dans la région. Cependant, pendant les années 30 et 40, la dictature national-socialiste s'en empara, *Südosteuropa* devenant une notion géopolitique importante qui occupait une place précise dans l'ordre mondial conçu par le régime en tant que *Wirtschaftsraum Grossdeutschland Südost*.

Désormais discréditée, elle ne fut guère employée après la Seconde guerre mondiale. Au fil du temps, elle retrouva droit de cité et les deux termes de "Balkans" et d'"Europe du Sud-Est" furent et restent couramment utilisés comme des synonymes (Foucher, 1993, p. 25). En revanche, dans la littérature allemande, les deux appellations sont fondées sur des critères géographiques différents sans que ces derniers fassent l'unanimité des experts. Dans son acception la plus vaste, l'"Europe du Sud-Est" est délimitée au nord par les montagnes des Carpates, à l'est par la mer Noire, au sud par la mer Égée et à l'ouest par les mers Adriatique et Ionienne (elle comprend les pays suivants : Slovaquie, Hongrie, Roumanie, ex-Yougoslavie, Albanie, Bulgarie, Grèce, Turquie européenne). L'Europe du Sud-Est est traitée comme une entité dont les Balkans ne constitue qu'une sous-région². Les deux concepts restent toutefois contestés, l'un des problèmes persistant de la délimitation de la région étant la détermination de ses frontières septentrionales.

2. À titre d'exemple, la Hongrie est incluse dans l'Europe du Sud-Est et exclue des Balkans.

Les définitions des “Balkans” reflètent ainsi un ensemble de critères géographiques, historiques, religieux, culturels, ethniques, politiques et économiques dépendant du temps et de l’espace où se situe l’auteur. À titre d’exemple, en 1918, Jovan Cvijic exclut la Roumanie de son étude alors que les Croates et les Slovènes sont intégrés à ce qu’il qualifie de « civilisation balkanique » (Cvijic, 1918, pp. 6-7). À l’époque de la guerre froide, George Hoffman définit les seules Albanie, Bulgarie et Yougoslavie comme explicitement balkaniques (Hoffman, 1963). En 1997, Maria Todorova traite « des Albanais, des Bulgares, des Grecs, des Roumains et de la plupart des ex-Yougoslaves. Les Slovènes (...) sont exclus [des Balkans] alors que les Croates en font partie dans la mesure où les territoires habités par eux sont restés sous domination ottomane pendant une période assez longue. (...) les Turcs sont également pris en considération car, géographiquement, ils se trouvent partiellement dans les Balkans, ont eu une part prépondérante à l’héritage ottoman et ont, de fait, dominé l’expérience ottomane » (Todorova, 1997, p. 31). En revanche, les pays analysés par Christopher Cviic sont « l’Albanie, la Bulgarie, la Roumanie et les pays succédant à l’ancienne Yougoslavie : Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie et Slovénie (...). Au-delà du fait que ces pays se trouvent entièrement ou partiellement dans les Balkans, ils ont tous vécu, jusqu’à récemment, sous des régimes communistes contrairement aux deux autres États balkaniques, à savoir la Grèce et la Turquie (...), qui tous deux ont un statut ambigu. La Grèce, à mi-chemin entre les Balkans et l’Europe occidentale, est membre de l’OTAN et de l’Union européenne d’une part et, d’autre part, elle est un acteur important des politiques balkaniques et de divers projets intra-balkaniques. De même, la Turquie est membre de l’OTAN (aspirant à devenir membre à part entière de l’UE) ; de par son histoire et sa position géographique, elle a des intérêts importants à la fois dans les Balkans et au Proche Orient » (Cviic, 1995, pp. 1-2). Enfin, dans une perspective européenne, le découpage des pays retenus par C. Cviic se fait, à l’heure actuelle, de la façon suivante : il distingue les pays ayant conclu des accords européens avec l’UE et participant au processus d’intégration à l’UE (Bulgarie, Roumanie, Slovénie et Hongrie) et les autres, à savoir les pays non associés (Barisitz, 1999, p. 1), qui comprennent l’Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Macédoine et la RFY. Parmi ces cinq pays, seules l’Albanie et la Macédoine³ ont conclu des accords commerciaux et de coopération avec l’UE alors que les autres n’entretiennent pas avec elle de relations contractuelles de ce type. Restés à l’écart du processus d’intégration européen, les pays non associés peuvent être qualifiés de « vide entre l’UE et les pays candidats à l’adhésion ». Le jargon politique de l’UE s’y réfère sous le terme de *Balkans occidentaux* (Barisitz, 1999, pp. 61-62).

L’histoire des tentatives pour trouver une appellation congruente de la région est révélatrice : les termes de Balkans et d’Europe du Sud-Est ne sont ni nou-

3. En octobre 1999, l’UE a entamé avec la Macédoine des négociations sur un accord de coopération et de stabilisation.

veaux ni clairement subordonnés, du point de vue de leur genèse et de leur évolution, à un schéma global. Les divergences conceptuelles et les incertitudes ont trait aux différentes lignes de division et de partage ainsi qu'au fait qu'aucun critère (ou ensemble de critères) ou modèle d'organisation structurelle n'a pu s'imposer en tant que primat concernant la géographie, les langues/ethnies, les communautés religieuses, les structures socio-économiques, les aires culturelles et les évolutions politiques et sociales. En revanche, ce qui est nouveau dans les années 80 et 90 relativement à la perception de la région est l'émergence de la notion d'Europe centrale comme concept et réalité politique construite en excluant les Balkans par le biais d'une hiérarchisation interne de l'Europe de l'Est. Les Balkans se trouvèrent ainsi subitement placés comme diamétralement opposés à l'Europe (Todorova, 1996 ; Szucs, 1985). Le désintérêt politique des acteurs internationaux reflétait cette situation. Comme l'observe John Lampe, « les États indépendants de l'Europe du Sud-Est, c'est-à-dire dix pays allant de la Roumanie à la Slovénie, sont aujourd'hui beaucoup plus nombreux qu'auparavant mais, individuellement et pour les puissances occidentales, ils sont moins importants que jamais tout au long du XX^e siècle » (Stavrou & Lampe, 1998, p. 1).

1.2. UNE GÉOGRAPHIE DE L'HÉTÉROCLITE : FRONTIÈRES, MULTIPLICITÉ DES PEUPLES, AIRES CULTURELLES

À la fois périphérie et pont entre l'Europe et l'Asie, "région de transit" ou "zone de rencontre" entre peuples et cultures où participent à part égale l'Occident et l'Orient, l'Europe du Sud-Est est une constellation spatiale changeante. La cohabitation des peuples de l'Europe du Sud-Est a été déterminée par un espace réunissant des éléments géographiques et topographiques très différents. Cette géographie hétéroclite, qui favorise la formation de structures étatiques de petite taille, le cloisonnement des différentes zones de peuplement dans des cantons montagneux ou des vallées éloignés des grands axes routiers, a fait obstacle à une unification politique, même si de fortes impulsions pour l'évolution historique des peuples balkaniques portaient des "régions de repli"⁴. Les Balkans constituent un univers politique cloisonné, cette caractéristique s'étant accentuée avec la désintégration de l'ancienne Fédération yougoslave.

Pour appréhender cet espace polymorphe et exposé en raison de sa position médiane aux aspirations expansionnistes des pays voisins et des puissances extra-régionales, il ne suffit pas de se limiter à une lecture nationale mais il faut aussi prendre en compte les facteurs externes, à savoir les logiques internationales et régionales à travers les siècles. Ainsi, les confins de la péninsule balkanique,

4. À titre d'exemple, ce n'est pas un hasard si le berceau de l'État médiéval serbe se situait dans une région montagneuse avant que ne soient annexées, dans un vaste mouvement, les vallées du bassin du Danube, de la Save et de la Morava, ni si les tribus montagnardes monténégrines, albanaises ou grecques ne s'étaient soumises que formellement au règne ottoman.

théâtre de maints conflits territoriaux, souvent manipulés de l'extérieur⁵, sont l'objet d'une surveillance anxieuse et l'idée de la précarité des frontières est profondément inscrite dans la culture et la mémoire politiques des différents peuples et communautés. En fait, les frontières ressemblent parfois à des fictions passagères, produits de rapports historiques toujours remis en question. Le territoire de chaque État, remanié à l'occasion des crises géopolitiques majeures, a connu des extensions et des amputations. « Soumis à l'arbitrage, aux rivalités, aux marchandages et souvent aux interventions militaires des puissances, les peuples balkaniques ont vécu les règlements des crises dans l'anxiété et dans la frustration. Dans tous les cas se trouvent des éléments semblables : une discordance spatiale entre le territoire des États et celui des nations, une frontière avec des minorités frontalières, un séparatisme ou la peur de ce phénomène, une discrimination des minoritaires ou la peur de ce phénomène » (Roux, 1997, pp. 55 et 70).

L'importance numérique des minorités nationales est l'un des traits fondamentaux des Balkans où les tracés des frontières ne correspondent pas aux appartenances communautaires. Les communautés se retrouvent pour des raisons diverses – migrations, guerres territoriales, notamment les deux guerres balkaniques⁶, changement de tracés frontaliers, effets des anciennes structures impériales, déplacements – en position de sous-ensembles groupés ou dispersés dans une entité étatique-nationale. Elles peuvent entretenir des liens plus ou moins étroits avec un autre État, contigu ou plus lointain, où la majorité est conationale, coethnique ou colinguistique (Foucher, 1993, p. 60). À titre d'exemple, la proportion de populations minoritaires s'élève à 10,6 % en Roumanie et à 15 % en Bulgarie. Dans l'ancienne Fédération yougoslave, les minorités nationales parlant la langue – hongrois et albanais – d'un État national voisin atteignaient 5,4 %. Concernant les minorités au sein des républiques, le recensement d'avril 1991 les chiffrait à 31,6 % avant que les guerres successives et les stratégies d'expulsion ne changent durablement les répartitions antérieures⁷. Dans l'ancienne Fédération yougoslave, la notion de "minorité" désignait les 18 communautés dont la majorité disposait d'un État à l'extérieur de la Fédération, tandis que le concept de "nation" s'appliquait, depuis 1945, aux six peuples fondateurs, dotés chacun d'une république. Cette conception a servi de base juridique au refus des

5. Il est caractéristique, par exemple, qu'après la Guerre d'indépendance, il y ait eu en Grèce un "parti russe", un "parti anglais" et un "parti français". Ces partis politiques avaient été créés sous l'obédience des puissances ayant soutenu la Grèce – tardivement et afin de promouvoir leurs intérêts – dans son combat pour la libération.

6. Les guerres balkaniques de 1912-1913 comprennent deux conflits armés : la première guerre balkanique (octobre 1912-mai 1913) oppose l'Empire ottoman et quatre États balkaniques (Serbie, Bulgarie, Grèce et Monténégro) souhaitant la libération des régions demeurées sous occupation turque. La deuxième guerre balkanique (juin 1913-août 1913) éclate après la victoire des alliés balkaniques sur l'Empire ottoman à propos du partage des territoires libérés. La Serbie et la Grèce se trouvent alors confrontées à la Bulgarie. Au cours de ces guerres, la Serbie prend le contrôle du Sandjak, de Novi Pazar, de la région du Kosovo et de la Macédoine du Vardar (GERVEREAU & TOMIC, 1998, p. 59).

7. Pour les chiffres, cf. FOUCHER, 1993, p. 23.

communautés, placées après les indépendances des républiques en position minoritaire, d'accepter ce statut. Par ailleurs, Serbes d'un côté et Croates et Slovènes de l'autre affichaient une conception différente des frontières. Pour les Serbes, seules comptaient les frontières internationales, celles des unités fédérales étant considérées comme des "frontières administratives". De fait, les Serbes voyaient dans la Yougoslavie l'aboutissement de l'État commun des Slaves du Sud, reposant sur une conception panslave du XX^e siècle. En revanche, pour les Croates et les Slovènes, les frontières, dessinées en 1943 par Tito et reconnues par la Constitution yougoslave, étaient de vraies frontières qui avaient une valeur historique (Gervereau & Tomic, 1998, p. 12). Leur participation à l'État commun des Slaves du Sud n'était en fait qu'une étape vers l'indépendance.

Sur cette toile de fond d'une superposition de différentes conceptions des territoires au sein des populations, partiellement due aux puissances extérieures ayant dominé la région, l'une des caractéristiques de l'Europe du Sud-Est réside dans le fait que, pendant des siècles et dans un espace relativement restreint, les peuples, les langues, les cultures et les religions les plus divers se sont côtoyés dans la vie quotidienne, créant des milieux culturels uniques à partir des antagonismes et de la coexistence de comportements et de modes de vie différents. Certains ont avancé la notion de symbiose ou de symbiose flexible (Hatschikjan & Troebst, 1999, p. 20), résultat des processus séculaires d'assimilation d'éléments étrangers et autochtones qui ont forgé une « communauté mentale et de traditions entre les peuples, où un bilinguisme répandu facilitait l'interaction culturelle » (Hösch, 1998, p. 618). Pour appréhender cette « synthèse culturelle balkanique » (*ibid.*, p. 609) et au lieu de parler de frontières culturelles, il semble approprié d'évoquer les différentes aires culturelles surimposées dans les différentes régions. Les régions et les « paysages culturels » ne sont pas des entités fixes et bien délimitées mais des entités complexes, nécessitant d'être replacées dans leurs contextes historiques et sujettes à des changements permanents. Ainsi les frontières communautaires, nationales et confessionnelles ne coïncident-elles pas nécessairement avec les frontières culturelles. Ainsi les dimensions de l'espace politique de l'Europe du Sud-Est façonnant son devenir historique peuvent-elles être plus facilement délimitées et définies que les contours de l'espace culturel. En dépit des lignes de division confessionnelles, politiques, économiques et sociales, la culture populaire a suivi d'autres lois du fait des fluctuations et de l'alternance entre démarcation et adaptation, mettant en place des structures et strates balkaniques communes qu'il s'agisse de mode de vie, de folklore ou de coutumes.

1.3. LE POIDS DE L'HÉRITAGE : PASSÉ COMMUN ET HISTOIRES SÉPARÉES

Parmi les différents héritages ayant forgé la péninsule de l'Europe du Sud-Est, deux peuvent être qualifiés de déterminants (Todorova, 1997, p. 12). Le premier est le règne de Byzance avec son impact politique, religieux et culturel. Le second est la période des 500 ans de domination ottomane, qui a non seulement donné à la région son appellation de Balkans mais a constitué la plus longue période d'unité politique qu'elle ait connue. Dans les domaines politique, cultu-

rel, social et économique, où l'héritage ottoman est visible, une rupture radicale intervint lors de la sécession consommée à la fin de la Première guerre mondiale. L'idée est souvent avancée que les Balkans ont commencé à perdre leur identité au moment où ils commençaient à "s'eupéaniser", ceci impliquant une différence avec l'Europe. Le processus d'"eupéanisation", d'"occidentalisation" ou de "modernisation" des Balkans aux XIX^e et XX^e siècles recouvre la sécularisation, la formation de la bourgeoisie et des élites locales, l'intensification des activités commerciales, l'industrialisation et le triomphe de l'État national⁸. Devenir européen signifie alors se dépouiller des derniers vestiges d'un héritage impérial considéré à l'époque comme une anomalie et cela notamment par l'adoption, comme modèle normatif d'organisation sociale, de l'État national européen homogène. À ce titre, l'évolution observée dans la région depuis les années 80, souvent attribuée à un hypothétique vieux fond commun balkanique, ne serait-elle pas l'étape ultime de l'"eupéanisation" des Balkans ? (Todorova, 1997, p. 13)⁹.

Le lent processus de recul de la zone de pouvoir turc a été accéléré, au cours du XIX^e siècle, par les insurrections des divers peuples balkaniques. Influencés par les idées du romantisme allemand et de la Révolution française, les peuples ont repris, dans leurs luttes pour la liberté, le modèle de l'État national unitaire ouest-européen. Le concept national occidental, étranger à la culture ottomane, s'est développé dans les Balkans, à l'exception de la Croatie et de la Slovénie, en s'articulant autour du système du *millet* (communauté religieuse largement autonome sous l'Empire ottoman), « soit en se coulant dans ses divisions (le Patriarcat conduit à la nation grecque, l'Exarchat à la nation bulgare), soit en les recoupant (les Albanais dont le nationalisme est à base linguistique ont dû d'abord dépasser, par une démarche volontariste, leurs divisions entre trois confessions) (...) l'émergence des divers nationalisme est asynchrone : Grecs et Serbes précèdent les Albanais et les Turcs d'un bon siècle, les Bulgares se situent dans l'intervalle, les Macédoniens sont plus tardifs, les Bosniaques tout à fait récents dans leur affirmation » (Roux, 1997, p. 11). La concrétisation de l'État national unitaire dans un espace caractérisé par la diversité des différenciations communautaire, culturelle, religieuse, économique et sociale ne pouvait se faire sans engendrer des conflits et des guerres, se réalisant au détriment du voisin direct, empoisonnant les relations bilatérales. L'effort pour affirmer une légiti-

8. Quant aux grandes lignes des profondes mutations sociales que l'Europe du Sud-Est a connues depuis la Seconde guerre mondiale, B. Lory en distingue six : la métamorphose du monde rural, la culture citadine nouvelle, le niveau de vie, l'émancipation concernant la santé, l'éducation et la condition féminine, l'oppression, à savoir dictature et résistance, l'expression, à savoir les problèmes linguistiques et la création artistique et littéraire (LORY, 1996, pp. 102-117).

9. À ce propos, M. Todorova (1997, p. 18) insiste sur le caractère transitoire et intermédiaire des Balkans. Cf. également M. Foucher (1993, p. 42) : « La nouvelle fragmentation des 'fédérations apparentes' (...) se passe comme si un modèle géopolitique unique tendait à se répandre en Europe, celui de l'État national ou de la nation en quête des attributs de l'État ».

mité historique, souligner des différences “ancestrales” par rapport au *komsiluk* (Bougarel, 1997) se fit hier et aujourd’hui à travers la recherche des mythes fondateurs¹⁰, favorisant la surenchère de la violence et l’essor de la « bibliographie de la terreur »¹¹.

Sur fond d’idéologies nationales opposées, le retour à l’histoire constituait une tentation de l’instrumentaliser au profit d’objectifs politiques à court terme. La mémoire historique défraîchie d’un État, propre au Moyen Âge, ne pouvait pas se transposer en un programme politico-territorial maximaliste sans provoquer l’opposition des pays voisins. Chaque peuple a ainsi développé sa tradition historiographique, avec sa terminologie appropriée, souvent mythique et toujours sélective, incompatible avec celle du voisin (Gervereau & Tomic, 1998, pp. 10-17). Les porte-parole des nationalismes¹² se laissent guider par les périodes glorieuses des États médiévaux. Aussi leur souci est-il de faire remonter la prise de conscience nationale le plus loin possible dans le passé. Chaque événement ancien est rattaché à l’une ou l’autre des histoires nationales. L’appropriation nationale du passé ouvre la voie à celle des territoires, effectuée au nom de ce passé. Ainsi chaque peuple revendique ce qu’il appelle ses droits “historiques” sur telle ou telle région. Or déjà « l’ethnogenèse » (Hösch, 1995, p. 16) des peuples balkaniques à l’époque des “grandes invasions” eut lieu dans un espace multi-ethnique marqué à la fois par les migrations, les interventions violentes venues de l’extérieur et des processus d’assimilation continue au sein des populations.

À partir de l’époque romantique commença « l’intégration nationale » qui poussa chaque individu à se réclamer d’une nation et d’une seule, revendiquant son indépendance et ses frontières. Ces nations se délimitèrent selon des critères divers, purement linguistiques (par exemple, Slovènes, Albanais, Hongrois), linguistico-confessionnels (Bulgares, Grecs, Roumains, Serbes, Croates, Bosniaques musulmans) ou linguistico-territoriaux (Macédoniens, Monténégrins). Cependant, le passage entre les règnes des empereurs byzantins, des Arpadiens, des Asénides et des Némanides et la fondation des États grec, hongrois, bulgare, serbe et yougoslave actuels ne se déroulèrent pas sans embûches.

10. Pour un aperçu des positions contradictoires défendues dans le débat sur la validité scientifique de ces fragmentations ethniques, cf. SCHEIN, 1974 et les ouvrages collectifs de KYMLICKA, 1995 et de GOUNARIS et alii, 1997.

11. La « bibliographie de la terreur » (listes des victimes de la répression religieuse ou ethnique, témoignages et récits de massacres réels ou fictifs, etc.) a joué un rôle symbolique de premier plan tout au long de l’histoire balkanique moderne. Elle a été utilisée par tous les nationalismes montants comme le fondement d’une légitimité historique justifiant des revendications territoriales par rapport, initialement, à l’occupant ottoman et par rapport à d’autres communautés de la région, constituées plus tardivement en tant qu’ensembles ethniques.

12. Concernant la relations entre frontières et nationalisme, il faut rappeler la définition proposée par Ernest Gellner : « Le nationalisme est un principe politique qui affirme que l’unité politique et l’unité nationale doivent être congruentes ». C’est « une théorie de la légitimité politique qui exige que les limites ethniques coïncident avec les limites politiques et en particulier que les limites ethniques au sein d’un État donné (...) ne séparent pas les détenteurs du pouvoir du reste du peuple » (GELLNER, 1989).

1.4. ENTRE INTÉGRATION ET DÉSINTÉGRATION

« États-nations tard venus », les nations de l'Europe du Sud-Est se sont doté d'un État en propre au XIX^e siècle et à l'aube du XX^e : la Grèce en 1829-1830, la Serbie en 1829, la Bulgarie en 1878, la Roumanie en 1856-1859, la Hongrie en 1867 et 1919, l'Albanie en 1912-1920. Depuis un siècle, les Balkans ont connu des tentatives d'intégration, constamment contrecarrées par des forces centrifuges. Un des meilleurs exemples a été la formation de la Yougoslavie en 1918 dans le cadre des traités de Versailles. L'idée d'une possible unification des nations slaves du Sud au sein d'un État commun date du milieu du XIX^e siècle, se développant parallèlement à la déliquescence des Empires austro-hongrois et ottoman, à l'instauration de nouveaux liens économiques et à la naissance de bourgeoisies et d'élites locales aspirant à l'indépendance économique et politique. Outre les projets visant à construire des États-nations indépendants (serbe, bulgare, slovène, croate...), d'autres solutions furent envisagées, qui recherchaient l'unité des Slaves du Sud sous des formes variées (Illyrie, Grande Illyrie, Slavie, Bulgaroslavie, Confédération balkanique¹³). Composé de peuples qui n'avaient jamais appartenu à un même État auparavant, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (rebaptisé Royaume de Yougoslavie en 1929) a été proclamé en décembre 1918. Dès sa naissance, la position géopolitique de la Yougoslavie ainsi que sa situation interne instable favorisèrent sur son territoire la rencontre conflictuelle des intérêts stratégiques des puissances européennes.

Après la Seconde guerre mondiale, la Yougoslavie fut, en quelque sorte, la quintessence du kaléidoscope des peuples et des cultures qui composent les Balkans avec huit régions (six républiques et deux provinces autonomes), six nations, cinq langues et trois religions principales. Dans la composition multinationale de la Yougoslavie, on distinguait des groupes ethniques dont la majorité vivait à l'intérieur du pays : Serbes, Croates, "Musulmans", Slovènes, Macédoniens et Monténégrins, des communautés dont la majorité vivait hors de Yougoslavie : Albanais, Hongrois, Turcs, Slovaques, Roumains, Bulgares, Ruthènes, Tchèques, Italiens. Avec leur passé et leurs cultures originales, ces peuples créèrent un monde hétérogène à l'intérieur des frontières fédérales et cette diversité représentait, d'une part, une richesse humaine exceptionnelle et, de l'autre, un exemple intéressant de cohabitation résultant de tout un faisceau de nécessités (Globokar, 1986, p. 162).

De façon générale, les pays de l'Europe du Sud-Est composèrent une micrographie de toutes les fractures géopolitiques de l'époque mais, en dépit des profondes différences d'allégeance et d'idéologie séparant les régimes en place, il régna pendant cette période un certain équilibre politique, aspect local de la bipartition du monde. La Grèce et la Turquie intégrèrent le camp occidental, au prix d'une guerre civile sanglante et d'une dictature en Grèce, d'une succession

13. Qui incluait aussi la Grèce.

de dictatures ou de régimes autoritaires en Turquie et d'une aggravation du contentieux entre les deux pays, suite notamment à l'invasion de Chypre par l'armée turque en 1974. La Bulgarie et la Roumanie intégrèrent le pacte de Varsovie et le CAEM, adoptant la planification centralisée et donnant la priorité à l'industrie lourde avec, toutefois, des orientations et des sensibilités différentes faisant écho à des divergences et des antagonismes historiques. L'Albanie, totalement isolée, se rapprocha de la Chine, ses caractéristiques étant l'autarcie, la primauté de l'agriculture et l'absence de développement industriel. L'ancienne Fédération yougoslave, quant à elle, développa un modèle socialiste décentralisé "autogestionnaire", fut membre associé du CAEM, fit partie de l'OCDE et signa avec la CEE un accord économique et commercial la mettant en situation privilégiée ; de même, elle constitua avec l'AELE un "groupe de travail" commun. Non contente d'établir un pont économique entre l'Est et l'Ouest, la Fédération yougoslave joua un rôle de premier plan dans la Conférence des pays non alignés. Elle se présenta comme une sorte de point de ralliement de toutes les tendances divisant le monde à l'époque (Perrot & Sokoloff, 1971, p. 81).

Dans ce contexte, la coopération régionale multilatérale n'a été lancée que dans les années 70 et 80, restant une idée abstraite dans une zone où la liste des problèmes interétatiques semblait inépuisable¹⁴. Marqués par une longue histoire d'influences non balkaniques, les pays de la région, souvent préoccupés par la mise en place d'une cohésion politique interne, montrent peu d'empressement à s'engager dans des partenariats mutuels. Les liens avec les pays voisins se nouent individuellement, le passage d'une coopération bilatérale à une coopération régionale, c'est-à-dire à la définition d'intérêts communs, s'avère compliqué.

1.5. INTERDÉPENDANCES ET FORCES CENTRIFUGES

Les aspects contradictoires du passé historique des pays balkaniques se reflètent forcément dans leurs relations économiques. Les complémentarités le disputent aux trajectoires d'évolution différenciées et à la recombinaison permanente des sous-ensembles régionaux.

En effet, l'histoire économique récente fait ressortir une première distinction entre les pays connaissant aujourd'hui une transformation systémique et ceux – Grèce et Turquie – qui, malgré un grand nombre de faiblesses et de différences¹⁵, n'ont pas eu à s'engager sur la voie de réformes structurelles et institutionnelles profondes. Ils n'ont donc pas connu une « récession transformationnelle » (expression due à J. Kornai) et une instabilité macro-économique à l'instar des pays balkaniques sortant du communisme. Pour ces raisons, ils ne seront pas traités dans la suite de ce travail.

14. Cf. la Communauté de travail Alpes-Adria (LUBEN, 1991).

15. Dont l'appartenance de la Grèce à l'UE, contrairement à la Turquie.

Au sein de la première catégorie de pays, une deuxième distinction s'impose entre les pays issus de l'ancienne République socialiste fédérative de Yougoslavie (RSFY) et les autres. Dans le premier cas, des interdépendances souvent très fortes se sont créées alors qu'il n'en fut pas ainsi en Bulgarie et en Roumanie – toutes deux ayant pourtant fait partie intégrante du CAEM – ou en Albanie.

TABLEAU I
Échanges extérieurs des pays balkaniques par zones (1997, % du total)*

	Exportations		Importations	
	UE	Balkans**	UE	Balkans**
Albanie	87,4	8,4	83,8	7,1
Bulgarie	43,2	7,0	37,0	2,7
Croatie	49,1	29,5	59,0	10,3
ARY de Macédoine	37,8	37,5	37,5	28,9
Roumanie	56,5	3,0	75,6	1,5
Slovénie	63,6	16,6	66,3	6,1
RF de Yougoslavie	36,0	35,4	51,1	17,5

* Concernant la Bosnie-Herzégovine, les statistiques du commerce extérieur fournies par deux services différents (et sans coordination jusqu'en 1999) ne sont pas fiables et des variations inexplicables sont enregistrées chaque année. L'institut autrichien WIIW procède à des retraitements qui ne sont pas non plus exempts de biais importants. Selon les données disponibles, les pays de l'UE représentent 24,6 % des exportations et 49,9 % des importations de la Fédération croato-musulmane. Ces parts sont plus faibles dans le cas de la Republika Srpska qui, avant les opérations de l'OTAN, réalisait 76 % de ses exportations et 42 % de ses importations avec la RF de Yougoslavie.

** Sans la Grèce et la Turquie.

Source : Nos propres calculs à partir des annuaires statistiques nationaux.

Sans même recourir au calcul d'indices d'intégration ou à des modèles gravitationnels, la structure géographique de leurs échanges extérieurs laisse clairement apparaître l'attraction exercée par l'UE sur toutes les économies balkaniques "en transition" (Tableau I). Toutefois, un regard plus attentif permet de constater que l'engagement des différents pays de l'UE dans la région est très inégal. L'Allemagne et l'Italie ont globalement une présence prépondérante¹⁶, tandis que l'existence de frontières communes et d'autres liens historiques sont à l'origine de la place importante de l'Autriche et de la Grèce dans les zones respectivement situées au nord (Croatie et Slovénie) et au sud (Albanie, Bulgarie, ARY de Macédoine) de la région. La présence économique de ces deux pays (notamment de la Grèce) en RFY – point central de la région sur le plan géogra-

16. Il est tentant de faire un parallèle entre cette forte concentration des échanges commerciaux de la plupart des pays balkaniques et le modèle soviéto-centré qui caractérisait les relations des "petits" pays du CAEM avec l'Union soviétique pendant les années 50 et 60. Les similitudes, toutefois, ne vont pas plus loin. Il y a notamment une différence de taille en ce qui concerne la structure des flux commerciaux par produits car les pays balkaniques n'exportent pas vers l'Allemagne ou l'Italie les produits industriels que les pays du CAEM exportaient vers l'Union soviétique (voir ANDREFF, 1998 et V. Mintchev dans ce numéro).

phique – est également significative (Tableau II). L'engagement différencié des pays de l'UE au niveau des échanges se reflète aussi à celui des flux migratoires en provenance des pays balkaniques. En effet, l'Allemagne, l'Italie et la Grèce¹⁷ constituent des destinations privilégiées. Il serait logique de supposer que, par rapport aux Balkans, les différences d'appréciation et d'approches politiques des divers pays de l'UE (cf. *infra*, chapitre 2) découlent largement de leur degré d'implication dans la région et donc de leur sensibilité aux questions la concernant.

TABLEAU II
*Commerce extérieur des pays balkaniques :
part des principaux partenaires au sein de l'UE (1997, % du total)*

	Allemagne		Italie		Autriche		Grèce	
	X	M	X	M	X	M	X	M
Albanie	6,9	4,2	49,4	46,5	1,5	1,5	20,5	26,6
Bulgarie	9,5	11,8	11,7	7,2	1,1	2,4	8,2	4,2
Croatie	17,9	20,2	18,9	18,7	5,3	7,8	0,4	0,2
ARY de Macédoine	16,2	13,4	3,6	5,5	n.d.	n.d.	8,1	7,3
Roumanie	16,8	16,4	19,5	15,8	2,1	2,7	2,1	1,7
Slovénie	39,4	20,7	14,9	16,7	6,8	8,4	0,4	0,1
RF de Yougoslavie	9,2	13,4	11,5	10,1	1,6	3,3	4,9	3,8

Source : Nos propres calculs à partir des annuaires statistiques nationaux.

S'agissant des pays issus de la dissolution de la RSFY, la situation des échanges extérieurs présente quelques traits spécifiques. Le volume du commerce avec les autres pays balkaniques "en transition" est globalement faible, à l'exception de l'ARY de Macédoine et, dans une moindre mesure, de la RFY¹⁸. En revanche, le commerce mutuel occupe une place de premier ordre. À l'exception de la Slovénie – qui est globalement le pays le moins orienté vers les échanges au niveau régional – ceci est particulièrement visible du côté des exportations.

17. Parmi les 700 000 réfugiés de la guerre de Bosnie accueillis en Europe occidentale, la moitié a été reçue en Allemagne (ROUX, 1997, p. 36). La Grèce a attiré au cours de la période 1990-1997, temporairement ou de façon permanente, entre 300 000 et 400 000 ressortissants albanais, environ 50 000 ressortissants bulgares et un nombre indéterminé mais plus faible d'immigrants roumains ou provenant des pays issus de l'ancienne Fédération yougoslave (voir G. Petrakos dans ce numéro). Les transferts de revenu de ces populations expatriées contribuent largement à l'atténuation des difficultés macro-économiques et sociales des pays d'origine.

18. Il est intéressant de signaler que les différences dans le degré de dépendance du commerce régional reflètent assez fidèlement celles des anciennes républiques de la RSFY (si l'on ne tient pas compte des échanges réalisés entre elles, considérés jusqu'en 1991 comme du commerce intérieur ; voir sur ce point, MORE, 1997).

TABLEAU III

Part du commerce mutuel dans le total des échanges des pays issus de la RSF de Yougoslavie, % du total (1997)

	Exportations	Importations
Bosnie-Herzégovine	66,3	62,1
Croatie	29,5	10,3
ARY de Macédoine	32,3	23,3
Slovénie	16,6	6,1
RF de Yougoslavie	32,3	14,0

Source : Nos propres calculs à partir des annuaires statistiques nationaux ; WIIW pour la Bosnie-Herzégovine.

Cette présentation rapide permet de clarifier certains points. Autant le poids des partenaires extra-régionaux et le manque de dynamisme du commerce mutuel poussent à s'interroger sur le réalisme d'une perspective d'intégration ou d'une complémentarité croissante des économies balkaniques, autant l'importance des pays limitrophes de l'UE en tant que pôles d'attraction contribue à nuancer l'idée, avancée par V. Gligorov (1998), d'une aversion de commerce au niveau régional. Même si les tendances décrites par cet auteur ne peuvent pas être contestées, il semble impossible de les interpréter à partir de paramètres strictement économiques. En effet, la faible densité des échanges entre les pays balkaniques reflète également les clivages géopolitiques des dernières décennies et ne constitue pas nécessairement une situation "normale" du point de vue économique. Le commerce intra-régional présentait des signes de reprise après 1989 (Jackson, 1997), tendance interrompue par les guerres s'étant succédé sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie. La part de la RSFY dans le commerce roumain, très peu orienté actuellement vers des partenaires régionaux "en transition", avait augmenté de façon significative pendant les années 1990 et 1991, alors que l'embargo sur la RFY¹⁹ a eu un impact très négatif sur le commerce extérieur de la Bulgarie²⁰. Par ailleurs, ce dernier pays a compensé le

19. L'embargo et les sanctions économiques imposés à la RFY ont également été à l'origine de l'essor vigoureux d'un commerce transfrontalier informel et, souvent, criminel. À notre connaissance, il n'existe aucune estimation sérieuse de l'importance de ce commerce – dont il ne faut pas sous-estimer l'impact positif sur des populations durement éprouvées par une longue récession économique. Il semble cependant acquis que de nombreux agents économiques bulgares, macédoniens, roumains et (jusqu'en 1997) albanais y sont impliqués. Il n'est évidemment pas possible d'évaluer la part du commerce de transit dans ces transactions, mais l'hypothèse de V. Gligorov (1998) selon laquelle ce type de commerce serait dominant paraît infondée.

20. Entre 1992 et 1995, le volume total des échanges entre la Bulgarie et la RFY a été divisé par trois. Une partie des flux commerciaux a certes transité par l'ARY de Macédoine, à l'égard de laquelle la "communauté internationale" a adopté une attitude permissive concernant le respect de l'embargo, mais ceci n'a fait qu'atténuer l'effet de destruction de commerce né de cette situation. Le préjudice subi par l'ARY de Macédoine en raison des sanctions contre la RFY est évalué, jusqu'en 1995, à 2 milliards de dollars (CLÉMENT, 1997). La Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie, l'Albanie, l'ARY de Macédoine, la Slovaquie et l'Ukraine font état d'un coût total d'environ 7 milliards de USD pour la période allant de juin 1992 à mai 1993 et la Roumanie évalué à 6,1 milliards de USD ses pertes directes et indirectes dues à l'embargo (UN ECE, 1995, p. 56).

déclin de ses échanges avec la Roumanie par une croissance rapide des flux commerciaux avec la Grèce et la Turquie, tandis que l'essor des échanges entre la Grèce et l'Albanie (et plus tardivement l'ARY de Macédoine, mais ce retard est dû encore une fois à des contentieux politiques) constitue sans doute un indice du potentiel existant²¹. En ce qui concerne la forte interdépendance de certains pays issus de l'éclatement de la RSFY, les éléments d'un « commerce involontaire » (Gligorov, 1998) sont certainement présents. Il n'en reste pas moins que si les complémentarités au sein de cet espace sont redéfinies et s'affaiblissent parfois mais pas systématiquement²² (notamment dans le cas des échanges entre la Croatie et la Slovénie), elles restent globalement fortes. Plus généralement, ce sont l'absence de volonté politique et/ou l'existence de contraintes politiques qui empêchent le développement des échanges²³.

Il existe, néanmoins, un domaine où les complémentarités économiques régionales jouent de façon évidente un rôle important pour la plupart des pays. Il s'agit des voies de communication et de transport. En effet, une partie considérable des flux commerciaux bulgares, macédoniens et, dans une moindre mesure, roumains transitent par le territoire de l'ancienne Fédération yougoslave et plus précisément de la Serbie²⁴ en raison de la prééminence de l'axe routier et ferroviaire Trieste/Zagreb/Belgrade/Sofia/Istanbul, avec son embranchement à Nis vers Skopje et Thessaloniki²⁵. En outre, la navigation sur le Danube représente une source importante de revenus pour certaines économies balkaniques (Roumanie, Bulgarie et, bien évidemment, RFY), mais aussi pour d'autres pays voisins (en premier lieu l'Ukraine). Ce trafic – vital notamment pour les importations de matières premières acheminées via la mer Noire et destinées à de nombreuses industries de l'Europe continentale, mais aussi pour les exportations agricoles hongroises – a été estimé à 40 millions de tonnes en 1998. Il a chuté de 100 millions de tonnes en 1987 à 25 millions de tonnes pendant la guerre en Bosnie-Herzégovine (*Financial Times*, 19.04.1999).

21. Pendant la première moitié des années 90 – période d'intensification des échanges avec les pays limitrophes – la part du commerce grec avec l'UE diminue (PETRAKOS, 1997). On assiste donc à une création de commerce au sein de la région aux dépens du commerce intra-communautaire ! Notons par ailleurs que les flux commerciaux en provenance du Nord de la Grèce (Macédoine grecque et Thrace), régions particulièrement actives dans les pays voisins, ont été très touchés par le conflit récent. Il en va de même pour les flux touristiques en provenance de la RFY vers ces mêmes régions (*Kerdos*, édition spéciale "Macédoine – Thrace – Balkans", mai 1999 [en grec]).

22. Il est caractéristique que les flux commerciaux entre la Slovénie et la RFY aient connu une nouvelle reprise après les accords de Dayton (BEBLER, 1998, p. 145).

23. Dans les années 90, le feuilleton des négociations pour la construction de ponts sur le Danube, afin de faciliter le transport des biens et des personnes entre la Bulgarie et la Roumanie, ou la forte opposition de la Croatie à toute mesure économique pouvant ressembler à la reconstitution d'une nouvelle Yougoslavie en sont de parfaites illustrations.

24. À titre d'exemple, 70 % des exportations agricoles de l'ARY de Macédoine vers l'UE transitaient par la RFY avant le déclenchement des opérations militaires de l'OTAN.

25. L'importance de cet axe est reconnue depuis toujours par tous les pays européens qui prévoyaient de relier l'ancienne Fédération yougoslave au système d'autoroutes de l'Europe occidentale à partir de 1995 et au système européen de trains à grande vitesse avant l'an 2000 ! Cf. entre autres, PASALIC, 1991.

1.6. LA SITUATION DES PAYS BALKANIQUES AU MOMENT DE L'OPÉRATION « FORCE ALLIÉE » DE L'OTAN

Lors du déclenchement des opérations militaires de l'OTAN, les pays de la région étaient tous engagés – selon des rythmes et des contraintes propres à chacun d'eux – dans un processus de réformes structurelles long, incertain et douloureux sur le plan social (Tableau IV). Des politiques de stabilisation macro-économique très restrictives avaient globalement permis de contrôler l'inflation, malgré l'exception roumaine et des taux encore assez élevés en Albanie, Bulgarie et RFY²⁶. Les déficits budgétaires avaient également été abaissés à des niveaux tout à fait acceptables, sauf en Albanie et en RFY. Cependant, la plupart des autres indicateurs macro-économiques font état de profonds déséquilibres dans la quasi-totalité des pays de la région, à l'exception de la Slovénie²⁷. Certaines économies ont enregistré des taux de croissance positifs pour la période 1995-1998 mais en partant d'un niveau très bas après plusieurs années de récession. Seule la Slovénie (dont le PIB par tête est le double de celui de la Croatie, qui elle-même devance les autres pays de la région) a rattrapé en 1998 le niveau de 1989. Les niveaux du chômage sont partout élevés, atteignant parfois des seuils critiques (42,6 % en Bosnie-Herzégovine !), les déficits de la balance des paiements se creusent et le poids de l'endettement extérieur devient dans certains cas difficilement supportable. La meilleure maîtrise des paramètres monétaires n'a pas entraîné une dynamique de croissance, ce qui a provoqué une baisse du niveau de vie, une paupérisation croissante des populations de la région et le développement de l'économie parallèle, souvent criminelle, comme seule solution aux problèmes de subsistance.

Concernant la RFY, l'Alliance atlantique commence à bombarder le 24 mars 1999 un pays dont l'économie est sinistrée en raison des sanctions économiques appliquées pendant les conflits précédents, de l'impact négatif de la dissolution de la RSFY et de l'absence de réformes structurelles. Selon *Yugoslav Survey* (1998a, p. 4), l'impact conjoint des deux premiers facteurs serait à l'origine d'une baisse annuelle moyenne du PIB de 9,5 % pour la période 1991-1996²⁸. Du fait de la perte des marchés extérieurs et, surtout, de la forte dépendance des

26. En Bosnie-Herzégovine, les autorités monétaires ont réussi, avec l'introduction du KM (mark convertible), à enrayer les pressions inflationnistes dans la Fédération croato-musulmane. Cependant, le taux d'inflation du dinar yougoslave dans la Republika Srpska était de 78 % en 1998 (BARISITZ, 1999, p. 69).

27. Ce pays, relativement développé, suffisamment stable sur le plan politique et économique, peu intégré sur le plan régional et candidat à une adhésion rapide à l'UE, a été plutôt épargné par les impacts négatifs de la guerre (des pertes relativement faibles, dues à la destruction de commerce avec la RFY et l'ARY ainsi qu'à une baisse de la fréquentation touristique, sont rapportées par IMF, 1999). Pour ces raisons, la Slovénie ne sera plus mentionnée dans la suite du texte.

28. Le coût total (PIB non réalisé, pertes de revenus et de transferts de l'étranger, fuite des cerveaux) pour la période 1991-1997 est estimé à environ 65 milliards de USD. Même si ces chiffres doivent être utilisés avec beaucoup de prudence, tous les analystes s'accordent sur l'effet dévastateur des sanctions.

TABLEAU IV
Les principaux indicateurs macro-économiques des pays balkaniques (1998, %)

	Albanie	ARY de Macédoine	Bosnie- Herzégovine	Croatie	Bulgarie	Roumanie	Slovénie	RF de Yougoslavie
Croissance du PIB (moyenne annuelle 1995-98)	4,5	1	n.d.	5,5	- 3,5	- 1	3,8	5,5
Indice du PIB (1989 = 100)	86	58	n.d.	78	65	76	103	65*
PIB par tête (\$, taux de change du marché)	792	1 764	1 043	4 663	1 486	1 785	9 899	1 643
Chômage, %	18	34,5	42,6	18,6	12,2	10,3	14,6	26,8
Solde budgétaire/ PIB, %	- 12	- 2,5	n.d.	- 3,5	1,3	- 3,1	- 1,4	- 10
Balance des paiements/ PIB, %	- 12	- 8	- 37,0	- 7,5	- 2,3	- 7,2	0	- 8
Dette extérieure/ PIB, %	36,0	38,3	131,6	40,0	78,8	23,6	25,1	73,2
Inflation, %	20	0,8	n.d.	5,7	22,3	59,1	6,5	29,9

* 1997

Sources : WIIW ; BARISITZ, 1999 ; EIU, 1999 ; IMF, 1999 ; statistiques nationales (estimations provisoires pour 1998) et nos propres calculs.

importations, la production industrielle aurait diminué de 70 % entre 1989 et 1998. Les investissements battaient de l'aile alors que les activités de maintenance de plusieurs installations et infrastructures étaient totalement délaissées. La même tendance, mais nettement moins forte, a caractérisé la production agricole. L'absence de financement extérieur et les erreurs de politique monétaire ont provoqué en 1993 et au début de 1994 une crise d'hyperinflation grave (l'indice des prix augmentait de 60 % par jour !) qui a toutefois pu être maîtrisée de façon impressionnante suite à une réforme des taux de change et une réduction drastique des déficits budgétaires sous l'égide du gouverneur de la Banque nationale, Dragoslav Avramovic, destitué en mai 1996.

Après la levée des sanctions en novembre 1995 (officiellement le 29 avril 1997, en ce qui concerne l'UE), le "mur extérieur" a persisté (exclusion des flux internationaux de capitaux, blocage des actifs situés à l'étranger, absence de normalisation avec les organisations internationales et impossibilité d'établir des accords bilatéraux). De nouvelles sanctions ont été appliquées par l'UE en décembre 1997 (suspension des tarifs préférentiels pour les échanges commerciaux) et en juin 1998 (interdiction des investissements étrangers en Serbie, interdiction des vols des lignes yougoslaves entre la RFY et l'UE, gel des actifs financiers des gouvernements serbe et yougoslave à l'étranger). Ce carcan de l'isolement a contribué à la mise en place d'une économie introvertie et fortement autarcique. Parallèlement à leur impact économique direct, les sanctions ont retardé la mise en place de réformes à l'égard desquelles l'attitude des autorités de Belgrade était déjà fort ambiguë. Elles ont eu un effet structurel primordial sur les activités de production et de consommation (prépondérance des biens de première nécessité, aggravation du retard technologique, abandon de toute stratégie innovatrice, faible utilisation des capacités, décapitalisation et baisse de l'efficacité de l'appareil productif, développement de l'économie criminelle). L'emploi, le niveau des salaires, le potentiel scientifique et technique, la santé publique et l'éducation constituent également des domaines marqués par l'isolement du pays, touchant une population épuisée par la crise économique et dix ans de conflits. Nombreux sont ceux qui ont choisi le chemin de l'exil et on estime à 300 000 le nombre de personnes qualifiées occupant des postes-clés qui sont parties (Heimerl, 1997, p. 65).

2. CONSÉQUENCES DES BOMBARDEMENTS ET PERSPECTIVES DE LA RECONSTRUCTION

Les conséquences économiques des bombardements de l'OTAN peuvent être assimilées à un choc extérieur²⁹ pour les pays de la région. Ce choc – direct dans le cas de la RFY, indirect pour les autres pays – se manifeste et se répercute à des

29. Une littérature très riche consacrée aux liens entre les chocs extérieurs et les déséquilibres macro-économiques a été publiée dans les années 70 et 80. Concernant l'application de ce dispositif théorique aux anciennes économies dites "planifiées", cf. notamment NEUBERGER & TYSON, 1980.

degrés variables en fonction de leur vulnérabilité (cf. Gligorov & Sundström, 1999) qui, elle, dépend de plusieurs facteurs :

- la situation intérieure, avant les opérations militaires (cf. supra, section 1.6) ;
- le degré de complémentarité régionale, qui détermine l'importance des canaux de transmission du choc extérieur. Cette complémentarité peut être appréhendée sur le plan économique au niveau du degré d'intégration des flux de marchandises et des flux de facteurs de production, et du degré d'interdépendance des infrastructures et des voies de transport (cf. supra, section 1.5) ;
- la dépendance des ressources obtenues de l'extérieur de la région (endettement et investissements directs étrangers notamment) ;
- les mécanismes de propagation au sein de chaque pays, qui rendent compte des voies de diffusion d'un choc au sein de l'économie, en raison des réactions discrétionnaires des agents économiques, publics ou privés (effets de multiplicateur, contraintes budgétaires, évolution de la masse monétaire, évolution des prix, etc. – Neuberger & Tyson, 1980).

2.1. LA RFY VOUÉE AU SOUS-DÉVELOPPEMENT ?

Les 78 jours de bombardements ont transformé la République fédérale de Yougoslavie, qui se trouvait dans une situation déjà très difficile, en un pays dont le niveau de vie, selon certaines sources, serait égal à celui qu'il connaissait après la Seconde guerre mondiale, voire au tournant du siècle³⁰ : 59 ponts (dont 7 sur le Danube), 9 axes routiers majeurs (y compris des parties importantes des autoroutes de l'Adriatique, Belgrade-Nis et Belgrade-Zagreb), 7 aéroports (dont ceux de Belgrade, Podgorica, Nis et Pristina), des dizaines de transmetteurs de télécommunications de radio et de télévision, etc. ont été détruits ou endommagés. Par ailleurs, 40 des 65 établissements industriels touchés étaient des entreprises majeures du tissu industriel (dont Zastava). Concernant la production et la distribution de produits énergétiques, les deux plus grandes raffineries (Pancevo et Novi Sad) et des capacités de stockage importantes ont été détruites. Selon l'OTAN, 62 % des infrastructures routières, 70 % de la production d'électricité et 80 % des capacités de raffinage de pétrole ont été mis hors d'usage³¹. À cela, s'ajoutent les destructions causées à un certain nombre de monastères, écoles et bâtiments publics ainsi que des dégâts considérables sur le plan écologique. Par ailleurs, plus de 250 000 personnes auraient perdu leur travail en raison des bombardements, élevant le taux de chômage officiel de 26,8 % en 1998 à environ 33 % en 1999³² (Group 17, 1999). Enfin, un embargo pétrolier et l'interdiction de tout vol entre la RFY et l'UE ont été imposés en avril 1999³³.

30. Voir EIU, 1999 ; GROUP 17, 1999 ; YUGOSLAV SURVEY, 1999.

31. Europe Information Service, *Euro-Est*, n° 79, juillet 1999, Bruxelles.

32. D'autres sources font état de 750 000 personnes ayant perdu leur emploi directement ou indirectement et d'un taux de chômage qui serait, en 1998 déjà, proche de 50 % (HEIMERL, 1999, p. 128).

33. En septembre 1999, l'embargo pétrolier a été levé pour le Kosovo et le Monténégro.

Si les estimations relatives aux destructions ou dommages matériels sont assez convergentes, leur évaluation financière varie grandement du fait de méthodes de calcul différentes. En se référant à la Bosnie-Herzégovine en tant que modèle ³⁴, des sources proches de la Commission européenne estiment que, pendant les cinq années qui suivront la fin de la guerre, 25 à 30 milliards de dollars seront nécessaires pour la reconstruction de la RFY et des pays limitrophes (European Commission, 1999). Le groupe 17 (1999) évalue le coût économique total pour la RFY à 29,6 milliards de USD, chiffre à comparer avec les estimations de l'EIU (1999) – 59,8 milliards de USD – et les quelque 100 milliards de USD annoncés par le gouvernement yougoslave.

Selon l'EIU (1999, p. 35), le PIB par tête aurait baissé en 1999 de 46 % par rapport à 1998. Se situant autour de 880 USD, il serait désormais le plus bas d'Europe. Le PIB de la RFY en 1999 aurait un niveau équivalant à 30 % du PIB de l'année 1989 à périmètre comparable. Même en tenant compte de l'économie grise (environ 34,5 % du PIB officiel en 1997 – *Yugoslav Survey*, 1998b), c'est la première fois depuis la Seconde guerre mondiale qu'une telle situation se produit en Europe et, de surcroît, dans un pays dont le degré de développement était jugé en 1989 comparable à celui de la Pologne. Parallèlement à la destruction de capital physique, les effets sur le PIB s'aggravent par la destruction de commerce, qui pèse également sur l'allocation des ressources disponibles, alors que l'État yougoslave se trouve confronté à un afflux massif de réfugiés ³⁵.

2.2. LA FRAGILISATION DES PAYS LIMITROPHES

Si la guerre a directement frappé la RFY, de multiples canaux de transmission ont diffusé son impact vers les pays limitrophes :

– La baisse du volume des échanges extérieurs (destruction de commerce) et des revenus liés aux flux de marchandises et de personnes (tourisme, transfert

34. En fait, les organismes et donateurs internationaux ont annoncé leur volonté de fournir à la Bosnie-Herzégovine une assistance financière de 5,1 milliards de USD pour la période 1996-1999 mais le coût réel de la guerre est beaucoup plus élevé. Jusqu'à la fin de 1998, 4 milliards de dollars ont été engagés et 2,7 milliards de dollars effectivement déboursés. La Fédération croato-musulmane a récupéré environ 85 % de cette somme dont l'utilisation a été très peu transparente. Malgré cette situation, les pays donateurs ont promis, en mai 1999, de débloquer la dernière tranche (1,05 milliard de USD) de ce programme d'aide (WORLD BANK, 1999).

35. Avant la crise du Kosovo, 700 000 personnes en provenance de Bosnie-Herzégovine et de Croatie se trouvaient déjà sur le sol de la RFY. Le Haut Commissariat pour les Réfugiés (UNHCR, 1999) évalue leur nombre à 500 000, mais des sources yougoslaves (*Yugoslav Survey*, 1998a) font état d'environ 130 000 réfugiés supplémentaires non enregistrés. Selon cette dernière source également, environ 6 % du PIB ont été consacrés à l'aide aux réfugiés pendant les années 1991-1997 (*Yugoslav Survey*, 1998a, p. 29). Après l'entrée de la KFOR au Kosovo, 160 000 réfugiés supplémentaires en provenance du Kosovo sont arrivés dans différentes régions de la RFY jusqu'à la mi-juillet 1999 (UNHCR, 1999).

des revenus des expatriés, revenus de transit) a touché – à des degrés divers – la totalité des pays, à l'exception de l'Albanie ³⁶.

– La détérioration des termes de l'échange due à l'impossibilité de transiter par le territoire de la RFY en raison des opérations militaires et de la destruction d'une grande partie des infrastructures routières et ferroviaires. Notamment, la neutralisation du corridor routier et ferroviaire Ljubljana/Zagreb/Belgrade/Nis a provoqué un déplacement vers la route Sofia/Arad/Budapest, entraînant une augmentation considérable des coûts de transport et des délais de livraison pour l'ARY de Macédoine et, dans une moindre mesure, la Bulgarie ³⁷. Ce dernier pays ainsi que la Roumanie ont bénéficié partiellement de ce détournement de trafic, mais cet avantage a été largement annulé par les conséquences de l'arrêt de la navigation sur le Danube. Par ailleurs, la non-utilisation des permis de transit touche plusieurs entreprises de transport bulgares et macédoniennes.

– Les bombardements, le climat d'instabilité et la militarisation de la région ont amoindri son attractivité globale pour les capitaux privés et accentué l'effet d'éviction (cf. Boudier-Bensebaa et Rizopoulos, dans ce numéro). La force de cet impact sera variable en fonction des pays mais, globalement, un nouvel effondrement des flux entrants d'investissements directs étrangers marquera sans doute l'année 1999.

– Les difficultés d'accès aux marchés des capitaux, en raison d'un risque perçu comme accru par les opérateurs, constitue un autre canal de transmission. La valeur des obligations émises par les gouvernements de la région a globalement chuté pendant les bombardements de l'OTAN (Gligorov & Sundström, 1999), alors que la couverture des prêts (assurances, etc.) et l'accès aux ressources financières sont devenus plus coûteux ³⁸.

– L'afflux des réfugiés a considérablement perturbé l'équilibre économique et social en Albanie et en ARY de Macédoine même si, finalement, le retour rapide au Kosovo après la fin de la guerre en a largement atténué l'impact par rapport aux craintes initiales (cf. par exemple, IMF, 1999).

36. En effet, les flux commerciaux de ce pays sont peu orientés vers les autres pays balkaniques (à l'exception de la Grèce, avec laquelle il partage des frontières) et ses exportations vers le reste du monde et notamment l'UE ne transitent pas par l'espace de l'ancienne RSFY. En ce qui concerne les échanges informels avec la RFY (notamment le Kosovo et le Monténégro), une interruption quasi totale s'observe depuis 1998 en raison de la situation précaire au Kosovo, à l'exception, bien évidemment, des trafics criminels (armes et drogues).

37. On peut signaler également l'alourdissement du coût des transports ferroviaire et routier pour la Grèce et la Turquie en raison de la cessation du transit par la RFY (route Sopron/Thessaloniki ou Sopron/Istanbul) et de l'allongement considérable de la distance (passage de 3 jours à 5 jours pour les trains de marchandises, réorientés vers la route Bulgarie-Roumanie).

38. Cette évolution pourrait avoir un effet secondaire sur le processus de privatisation, soit en raison de l'impossibilité de le réaliser, soit en imposant des ventes d'entreprises à un prix très faible.

Les effets circulant au travers de ces canaux de transmission sont diffusés et, éventuellement, démultipliés au sein de chaque économie nationale par des mécanismes de propagation liés aux réactions et aux nouvelles contraintes subies par les agents économiques. La destruction de commerce peut ainsi provoquer un déséquilibre de la balance commerciale, notamment dans le cas où les possibilités d'exportation sont davantage affectées (car caractérisées par une "élasticité choc" supérieure à celle des importations). Une étude détaillée de la structure des échanges et des voies de livraison serait nécessaire pour pouvoir vérifier une telle hypothèse. Mais on peut d'ores et déjà affirmer que, indépendamment de l'évolution de la balance commerciale, la baisse des exportations se répercute de façon directe sur le PIB, notamment pour les pays dont les exportations vers la RFY constituent un poste important : Bosnie-Herzégovine, ARY de Macédoine et, dans une moindre mesure, Bulgarie et Roumanie. En outre, on peut assimiler la baisse des revenus touristiques et des transferts de fonds des expatriés à une destruction de commerce avec un impact direct sur le déficit de la balance des paiements et sur la demande intérieure. Il semble également plausible de supposer que la réallocation forcée des ressources disponibles afin d'obtenir des produits difficilement accessibles provoque une distorsion des prix relatifs et une substitution aux importations, lesquelles impliquent à leur tour une baisse de la productivité exerçant une influence négative sur l'évolution du PIB. La détérioration des termes de l'échange a également un impact négatif sur la demande agrégée parallèlement à une aggravation du déficit commercial.

La diminution des capacités de l'offre et la baisse de la demande agrégée doivent logiquement accentuer les pressions sur le marché du travail et provoquer une augmentation du chômage, alors que l'accès plus difficile aux marchés des capitaux et l'arrêt des investissements directs auront également une influence négative sur le PIB.

Enfin, le traitement budgétaire du choc constitue un autre mécanisme de propagation. L'augmentation des dépenses (accueil de réfugiés, allocations chômage, sécurité, travaux publics) pèse sur le solde budgétaire et renforce la tentation d'augmenter l'offre de monnaie. L'éventuelle variation de la masse monétaire pourrait accentuer à son tour les pressions inflationnistes et remettre en question les politiques de stabilisation macro-économique. Parallèlement, un changement de structure de la consommation peut intervenir (augmentation de la consommation publique au détriment de la consommation privée) et avoir une empreinte négative sur le bien-être collectif.

La gravité des conséquences a été très inégale selon les pays³⁹. Concernant l'Albanie, l'entrée massive des réfugiés du Kosovo pendant le conflit fut un facteur supplémentaire de fragilisation du tissu économique et social. Ces flux ont

39. Il ne faudrait pas oublier que des pays comme la Grèce, la Hongrie, la Moldavie, l'Ukraine, voire la Turquie, subissent également des coûts qui, s'ils sont moins importants en termes à la fois relatifs et absolus, ne sont pas négligeables (IMF, 1999).

finalement eu un impact limité dans le temps, compensé en grande partie par l'aide internationale, alors que les autres mécanismes de transmission ont relativement peu touché le pays, malgré un effet négatif certain sur le coût d'obtention des crédits internationaux et sur l'investissement étranger⁴⁰. Cependant, sans une aide massive, l'intensité modérée de l'impact de la guerre et la situation favorable de l'Albanie sur le plan diplomatique ne suffiront pas à contrebalancer ses faiblesses structurelles préexistant à la crise du Kosovo (instabilité politique et institutionnelle, multiplication de bandes criminelles et problèmes de sécurité des personnes et des biens, tissu économique rudimentaire, infrastructures délabrées)⁴¹.

La Bosnie-Herzégovine⁴² a subi les effets de l'augmentation des coûts de transport en raison du détournement du commerce de transit passant par la RFY et, surtout, de la contraction des échanges. Le commerce entre la Republika Srpska (largement dépendant de ces flux) et la RFY notamment a chuté de 75 % entre janvier et avril 1999 par rapport à la même période de l'année précédente (Barisitz, 1999, p. 70). En outre, le UNHCR (1999) a enregistré, jusqu'au 14 juin 1999, l'arrivée de 75 000 nouveaux réfugiés dans ce pays en raison du conflit.

La Croatie a souffert de la baisse des revenus du tourisme, de l'accentuation de l'effet d'éviction concernant les investissements étrangers, d'un renchérissement considérable du coût du crédit (Gligorov & Sundström, 1999) et des frais de transport, ainsi que des effets de destruction de commerce (notamment pour les produits transitant par la RFY). Ce pays a enregistré au cours des quatre premiers mois de 1999 une baisse de la production industrielle de 3 % et du commerce de détail de 8,2 % par rapport à la même période de 1998. Les pertes de revenu liés aux activités touristiques sont estimées à 400 millions de USD, correspondant à 2 % environ du PIB annuel (Barisitz, 1999, p. 65).

L'ARY de Macédoine a été fortement touchée par l'augmentation des coûts de transport en raison du détournement du commerce de transit et de la contraction très importante des échanges (la RFY constitue un partenaire majeur à la fois pour les importations et les exportations)⁴³. Le solde de la balance commerciale en sera fortement affecté en 1999. Par ailleurs, le poids des réfugiés sur le bud-

40. Or les IDE ont déjà été pratiquement interrompus suite aux événements de 1997.

41. Le 27 mai 1999, les pays donateurs se sont engagés à fournir à l'Albanie une aide financière de 200 millions de USD.

42. En mai 1998, la Bosnie-Herzégovine a bénéficié de la part du FMI d'un accord "stand-by" pour 15 mois et, en octobre 1998, le Club de Paris a accordé à ce pays les "conditions de Naples" avec l'effacement de 67 % de ses dettes bilatérales publiques.

43. Selon des sources macédoniennes, le coût total pour l'année 1999 est estimé à 811 millions de USD, dont 300 millions pour des contrats annulés, 100 millions pour le secteur des transports, 30 millions pour le secteur touristique, 54 millions pour l'abandon de certaines exportations et 29 millions pour la déviation du transport. Par ailleurs, 30 000 personnes supplémentaires devraient se trouver au chômage (*News from the Republic of Macedonia*, n° 13, May, pp. 10 et 13).

TABLEAU V
Canaux de transmission et mécanismes de propagation de l'impact de la guerre

<i>Canaux de transmission</i>	<i>Mécanismes de propagation</i>	<i>Pays concerné</i>	<i>Intensité</i>
Destruction du stock de capital fixe	Rétrécissement de la demande agrégée Effet de multiplicateur (baisse du PIB) Tensions sur le marché du travail (chômage)	RF de Yougoslavie	Très forte
Destruction de commerce et diminution des flux de personnes et de marchandises	Réallocation des ressources (substitution aux importations, baisse de la productivité) Changement de la structure de consommation Baisse de la demande agrégée en raison de la perte de revenus (commerce de transit, tourisme) Tensions sur le marché du travail (chômage)	Bosnie-Herzégovine	Forte
		Bulgarie	Moyenne
		Croatie	Moyenne
		ARY de Macédoine	Forte
		Roumanie	Moyenne
Détérioration des termes de l'échange (renchérissement des coûts de transport)	Déficit de la balance commerciale Baisse de la demande agrégée Effet de multiplicateur (baisse du PIB)	RF de Yougoslavie	Très forte
		Bulgarie	Moyenne
Afflux de réfugiés	Déficit budgétaire. Pressions inflationnistes. Tensions sur le marché du travail (chômage)	ARY de Macédoine	Forte
		Albanie	Temporairement très forte, mais globalement faible
		Bosnie-Herzégovine	Faible
		RF de Yougoslavie	Très forte et permanente
Renchérissement du coût du crédit	Baisse de l'investissement Effet de multiplicateur (baisse du PIB) Déficit budgétaire et pressions inflationnistes	ARY de Macédoine	Temporairement très forte, mais globalement faible
		Tous les pays sont concernés	Moyenne
Interdiction d'accès au crédits internationaux	Baisse de l'investissement Effet de multiplicateur (baisse du PIB) Déficit budgétaire et pressions inflationnistes	RF de Yougoslavie	Très forte
Arrêt des investissements étrangers	Effet de multiplicateur (baisse du PIB).	Tous les pays sont concernés	Forte

get a été considérable pendant les bombardements mais leur retour rapide – parallèlement à l'aide internationale ⁴⁴ – en a largement atténué l'impact déstabilisateur sur les plans économique (déficit budgétaire) et politique (tensions communautaires). En revanche, l'arrêt des investissements étrangers et l'augmentation du coût du crédit auront des conséquences négatives certaines sur l'évolution du PIB et l'avancement des politiques de restructuration.

Enfin, la Bulgarie et, dans une moindre mesure, la Roumanie ont été affectées par la destruction de commerce, la diminution des flux touristiques, la détérioration des termes de l'échange, les difficultés accrues pour obtenir des ressources financières sur les marchés internationaux et l'interruption des investissements directs étrangers ⁴⁵.

TABLEAU VI
Estimation du coût immédiat de la guerre pour les pays limitrophes de la RFY, %

	Croissance du PIB	Exportations	Déficit de la balance commerciale	Emploi	Coût pour le budget (% du PIB)
Albanie	- 2	-	-	- 2	.
Bosnie-Herzégovine	- 5	- 10	+ 5	-	+5
Bulgarie	- 2	- 10	+ 20	- 2	+2
Croatie	- 1	- 10	+ 10	- 1	+2
ARY de Macédoine	- 5	- 15	+ 20	- 2	+2
Roumanie	- 0,5	- 2	-	-	.

Source : GLIGOROV & SUNDSTRÖM, 1999.

Les quelques tentatives de mesurer les incidences de la guerre par pays sont forcément approximatives et évolutives en fonction du moment de leur réalisation. Ainsi les estimations du FMI et de la Banque Mondiale (IMF, 1999), publiées fin mai 1999, prévoient-elles un impact globalement plus lourd que les estimations du WIIW (Gligorov & Sündstrom, 1999) publiées un mois plus tôt. Par ailleurs, ces deux évaluations, effectuées avant la fin des bombardements, surestiment l'effet de l'afflux des réfugiés en Albanie et en ARY de Macédoine. Il n'en reste pas moins que la guerre a aggravé globalement la fragilité de la région et réduit sa capacité de maîtriser de manière endogène ses difficultés structurelles tout en accentuant sa fragmentation économique. Compte tenu de leur vulnérabilité initiale et des conséquences immédiates de la guerre, on peut

44. Le 5 mai 1999, les pays donateurs se sont engagés à fournir à l'ARY de Macédoine une aide financière de 252 millions de USD, accompagnée d'un accord "stand-by" du FMI.

45. Indépendamment des conséquences du conflit, la Roumanie suscite en outre une certaine méfiance des marchés quant à sa capacité d'honorer ses engagements, malgré un crédit de 475 millions de USD annoncé par le FMI en mai 1999. Sans ce ballon d'oxygène, la Roumanie aurait pu être le premier pays européen à faire défaut sur ses euro-obligations (*Les Échos*, 21.06.1999).

distinguer trois catégories parmi les pays balkaniques limitrophes de la RFY en fonction de l'importance de l'effort nécessaire pour créer une dynamique de développement durable :

a) L'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et l'ARY de Macédoine qui, en l'absence de ressources intérieures suffisantes permettant d'assurer une croissance durable, se trouvent dans l'impossibilité de maintenir leur tissu socio-économique sans une "protection" permanente et massive sur les plans politique, militaire et économique.

b) La Bulgarie et la Croatie qui auront besoin d'une aide substantielle pour surmonter le choc dû à la guerre sans remettre en question les quelques timides évolutions positives.

c) La Roumanie, relativement peu touchée, qui pourrait éventuellement, à plus long terme, tirer quelques bénéfiques modestes du déplacement des voies de communication de l'ouest vers l'est de la péninsule balkanique. Néanmoins, ce pays affichait déjà avant la guerre de piètres résultats macro-économiques et un mécontentement social généralisé.

2.3. LE PACTE DE STABILITÉ POUR L'EUROPE DU SUD-EST : APPROCHE GLOBALE ET SUPERPOSITION D'INTÉRÊTS

Face à la gravité des problèmes, les principaux acteurs internationaux ont évoqué le besoin d'une politique plus cohérente par rapport aux Balkans. En effet, les démarches entreprises en réaction aux processus de désintégration de la RSFY, telles que la reconnaissance rapide de la Slovénie et de la Croatie en décembre 1991, la proposition d'un référendum sur l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine en avril 1992 ou encore la reconnaissance de l'ARY de Macédoine en 1993⁴⁶, peuvent être qualifiées d'approches morcelées dont toutes les conséquences et les "effets domino" n'ont pas été mesurés. De même, la question du Kosovo n'a pas été abordée lors de la signature des accords de paix de Dayton, en décembre 1995. L'approche au "cas par cas" est révélatrice des divergences transatlantiques de même qu'au sein de l'Union européenne. Au lieu de mener une politique de prévention, les acteurs internationaux ne réagissaient qu'après le surgissement des conflits. D'une manière générale, le droit à l'autodétermination nationale a été mis en avant au détriment des réalités économiques et politiques locales.

La nécessité d'une approche globale de la stabilisation des Balkans, tenant compte des spécificités de chacun des pays de cette région de l'Europe, est reconnue implicitement pour la première fois lors de la conférence de presse du ministre français des Affaires étrangères, Hervé de Charrette, à l'issue de la

46. Alors que depuis 1992, la RFY n'est pas représentée dans les différentes organisations internationales.

réunion du groupe de contact international en décembre 1995. La notion de stabilisation des Balkans figure ainsi dans les lignes directrices du *processus de Royaumont*, lancé au même moment pour accompagner la mise en place des accords de Dayton. Au début de l'année 1998, le projet d'un Pacte de stabilité est évoqué par le ministre des Affaires étrangères français, Hubert Védrine, reprenant une idée lancée par Edouard Balladur en 1993. Ce n'est que pendant les bombardements de l'OTAN contre la RFY que le besoin d'une approche globale de la stabilisation est clairement exprimé par l'UE, après constatation de l'insuffisance de « l'approche régionale »⁴⁷ telle que définie en 1996 (Altmann, 1998). Dans un contexte d'urgence, de crainte de déstabilisation permanente de la région et d'érosion, au sein d'une partie considérable des populations balkaniques, du crédit accordé aux initiatives du monde occidental⁴⁸, le *Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est* privilégie une vision d'ensemble ayant pour objectif de construire une perspective de sortie des crises balkaniques autour de trois axes : la sécurité et la stabilité politique, le développement économique et social et la promotion des institutions démocratiques. Proposé dès avril 1999 par la présidence allemande de l'UE à ses partenaires européens, le projet fut analysé lors d'une réunion d'experts le 27 mai 1999, entériné dans le cadre de la Conférence d'ouverture le 10 juin 1999 à Cologne et lancé officiellement le 30 juillet 1999 à Sarajevo. Le Pacte est qualifié de priorité dans l'agenda euro-atlantique de l'UE et des États-Unis. Il stipule, entre autres, que la protection des droits des minorités ne sera plus considérée comme un « problème exclusivement intérieur » et insiste sur le maintien d'entités multiethniques. La RFY deviendrait un partenaire à part entière et égale quand la crise au Kosovo sera politiquement résolue et lorsque le pays aura accepté les principes formulés par les ministres des Affaires étrangères du G8. La souveraineté et l'intégrité de la Yougoslavie seraient respectées mais les moyens dégagés devraient bénéficier prioritairement à la République du Monténégro (<http://www.auswaertigesamt.de/>).

Censé devenir le pilier central de la future politique de l'UE dans la région, le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est se compose de trois “tables” et regroupe des initiatives déjà existantes ainsi que de nombreux acteurs (Tableau VII). Or cet ensemble porte en lui les germes de plusieurs contradic-

47. Les principaux objectifs de l'approche régionale de l'UE étaient de renforcer l'application des accords de paix de Dayton/Paris en créant une zone de stabilité politique et de prospérité économique. Les cinq États de la partie occidentale des Balkans étaient séparés en deux groupes en ce qui concerne le développement de leurs relations avec l'UE. L'ARY de Macédoine et l'Albanie, qui n'avaient pas participé à la guerre entre 1991 et 1995, et les trois autres pays signataires des accords (Bosnie-Herzégovine, Croatie et RFY).

48. En dépit des positions officielles des gouvernements respectifs, l'opinion publique en Bulgarie, Grèce, ARY de Macédoine, République tchèque et Roumanie n'a pas avalisé le soutien des autorités aux opérations de l'OTAN. Le même point de vue a été adopté par des parties importantes de la population en Bosnie-Herzégovine et pas seulement en Republika Srpska (cf. RIEDEL & KALMAN, 1999).

tions. L'observation des différentes composantes du Pacte dans sa forme actuelle permet d'y déceler une superposition d'initiatives. Conçu initialement pour soutenir des projets favorisant les rapports de bon voisinage et la démocratisation par des aides accordées aux ONG et aux médias, le processus de Royaumont devient, après la fin des opérations militaires de l'OTAN, l'élément principal de la table politique. Des mesures similaires avaient déjà été adoptées au sein du programme PHARE, mais l'intérêt principal du processus de Royaumont fut de promouvoir l'idée d'une « approche régionale » en rassemblant les États membres de l'UE, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, la Hongrie, l'ARY de Macédoine, la Roumanie, la Slovénie, la Turquie, la RF de Yougoslavie, les États-Unis et la Fédération de Russie. Le Conseil de l'Europe et l'OSCE y participent également. Toutefois, ce processus s'amorça très lentement en 1996-1998, les premières réunions ne permettant pas de définir une ligne d'action claire. Le financement de quelques projets, d'un montant de 8 millions d'euros parmi la soixantaine proposés, ne fut accepté par l'UE qu'à partir de novembre 1998.

Les Conférences balkaniques, plus anciennes que le processus de Royaumont puisqu'elles tenaient, depuis les années 70, une place importante dans les politiques étrangères des pays de la région, seront également appelées à jouer un rôle au sein de la table politique ⁴⁹.

TABLEAU VII

Les principaux acteurs du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est

<i>Table politique</i>	<i>Table économique</i>	<i>Table militaire</i>
Processus de Royaumont	Union européenne	OTAN (Partenariat pour la paix)
ONG	FMI	UEO
OSCE	Banque mondiale	PESC
(Conférences balkaniques)	SECI	
	Programme Obnova	
	BERD	
	BEI	
	Pays donateurs	
	Coopération économique de la mer Noire	
	Initiative centre-européenne	

49. Ces Conférences avaient pour objectif de promouvoir la coopération régionale en dépit de l'existence de systèmes politiques et économiques différents, la RSFY y voyant notamment un moyen d'affirmer sa politique de non-alignement. Depuis 1993, la Bulgarie s'est considérablement engagée dans cette voie. Cependant, il s'est avéré que les Conférences balkaniques ne pouvaient pas avoir d'effet sur le terrain sans une assise plus large et une coordination d'ensemble des organisations internationales.

En 1996, quelques mois après l'écllosion du processus de Royaumont, une initiative américaine, la SECI⁵⁰, a inauguré une première approche économique transversale des Balkans. La rapidité de sa mise en place a contrasté encore une fois avec la lenteur, voire l'incapacité de l'UE à développer des projets communs. Cette initiative s'insère désormais dans la table économique du Pacte de stabilité. La SECI favorise une optique de développement par la coopération économique régionale en adoptant une douzaine de projets sectoriels (Tableau VIII). Chacun de ces projets est placé sous la responsabilité d'un pays d'accueil participant à l'initiative et repose sur la recherche d'une dynamique de coopération et de développement interne⁵¹. Or l'orientation unidimensionnelle de la SECI, axée sur un développement des investissements financiers privés sans l'accompagnement de mesures politiques (Clément, 1997), ne semble pas propice à la promotion de la stabilité régionale. En outre, le contexte de graves difficultés macro-économiques et structurelles, dues à la récession transformationnelle et aux blocages de la transition, risque de limiter l'efficacité de ces actions. Enfin, on peut s'interroger sur les objectifs américains, qui paraissent davantage d'ordre géostratégique même si la volonté de favoriser les initiatives économiques privées en faveur d'une intégration régionale est mise en exergue. En effet, la participation de la Turquie et de la Moldavie à la SECI permettait de dessiner un contour assez large de l'Europe du Sud-Est et de consolider la présence américaine dans la région, notamment entre 1996 et 1998, époque où l'UE semblait se désintéresser des Balkans.

TABLEAU VIII

Projets majeurs adoptés dans le cadre de la SECI

<i>Projet</i>	<i>Pays d'accueil</i>
Flux transfrontaliers de personnes et de marchandises	Grèce
Réseaux de distribution d'énergie	Hongrie
Soutien financier aux petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire de micro-crédits	Roumanie
Goulots d'étranglement des réseaux de transports	Bulgarie
Interconnexion et extension des réseaux de gaz naturel	Bosnie-Herzégovine
Réhabilitation du Danube	Autriche
Coopération en matière boursière	Turquie
Développement et interconnexion des systèmes d'énergie électrique	ARY de Macédoine

50. La SECI (Southeast European Cooperative Initiative) est actuellement présidée par E. Busek, ancien vice-chancelier de l'Autriche. Les pays participant à cette initiative sont les suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Grèce, Hongrie, ARY de Macédoine, Moldavie, Roumanie, Slovénie et Turquie. La RFY, initialement invitée à y participer, en a été exclue. Les États-Unis, l'Italie, la Suisse, l'Autriche et l'Allemagne soutiennent financièrement cette initiative.

51. Sans enregistrer de succès notables, cette même approche a été adoptée à une plus petite échelle dans le cadre de la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine par la mise en place de projets intégrateurs sectoriels entre les différentes entités (VUKADINOVIC, 1996).

Par ailleurs, dans la table économique du Pacte de stabilité, une concurrence semble inévitable entre la SECI et le programme Obnova (*Reconstruction*), mis en place par l'Union européenne en 1997 pour la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine⁵² et actuellement mobilisé pour celle du Kosovo. On décèle dans Obnova les prémisses d'une vision plus large des Balkans puisque ce programme s'étend à plusieurs pays et intègre également la notion de coopération régionale. Il constitue le premier instrument d'application sur le terrain du concept flou d'« approche régionale » prôné par l'Union européenne après 1996. Toutefois, ce programme paraît moins clair que la SECI quant à la définition des projets éligibles et ne prend pas en compte l'ensemble des pays balkaniques. L'Agence pour la reconstruction des Balkans – créée en juin 1999 par l'Union européenne et la Banque mondiale et chargée de l'ensemble du processus de reconstruction – ne pourra éluder le problème de la délimitation des compétences de ces deux projets concurrents.

Dans ce jeu déjà complexe, d'autres acteurs sont destinés à jouer des rôles plus ou moins importants, notamment un grand nombre d'initiatives nationales ou régionales (Initiative centre-européenne, Coopération économique de la mer Noire, etc.). La coexistence de plusieurs structures administratives risque de créer des confusions dans la mise en place des instruments de la reconstruction et de la coopération économique régionale, affectant leur efficacité. Malgré certaines timides avancées concernant notamment le problème des infrastructures, la première réunion de la table économique, tenue à Bari le 9 octobre 1999, ne semble pas avoir levé toutes les ambiguïtés quant aux rôles respectifs de chaque partenaire.

Les limites des approches transversale et globale prônées dans le Pacte de stabilité sont déjà visibles. Ainsi, dans le nouveau contexte créé par la guerre contre la Yougoslavie, on peut constater la superposition de vues et d'objectifs divergents à propos des Balkans, qui reflètent les contradictions entre alliés atlantiques⁵³, de même qu'à propos des questions du partage du coût de la reconstruction⁵⁴ et du périmètre des pays concernés (notamment l'épineuse

52. Bien que la mission première du programme PHARE eût été de fournir une assistance technique aux pays d'Europe centrale en transition, en Bosnie-Herzégovine, il fut chargé d'une tâche de reconstruction.

53. « La compétition implicite que les États-Unis et l'Union Européenne entreprennent dans la région... conduit de plus en plus à la prolifération et à la duplication des initiatives régionales » (CLÉMENT, 1997, p. 37). Cf. également les différents contributions recueillies dans CLÉMENT, 1998.

54. Cf., entre autres, les déclarations de S. Eizenstat, secrétaire adjoint au Trésor américain (AFP, 25.09.1999), qui constituent la suite logique des positions américaines relatives à la Bosnie-Herzégovine. De façon générale, en l'absence de risques réels d'apparition d'un « domino régional » (à l'exception de la Serbie, les élites politiques des pays concernés s'identifient avec les objectifs de l'Alliance atlantique), la motivation des États-Unis pour un engagement financier massif du type « Plan Marshall » est d'autant plus faible.

question de l'intégration ou non de la Serbie⁵⁵). Les relations au sein de l'Union européenne ne contribuent pas non plus à la formulation de plans d'action cohérents. En effet, la nouvelle approche globale de l'UE consiste à ne pas fermer les perspectives d'une adhésion des pays balkaniques, mais dans un laps de temps indéfini étant donné leurs difficultés économiques et politiques. S'inspirant de ses rapports avec les pays de l'Europe centrale au début des années 1990, l'Union européenne estime que la conclusion d'accords d'association et de stabilisation conditionnels (« coopérez entre vous avant de coopérer avec nous »)⁵⁶ permettrait de créer un cadre de concertation suffisant. Cette approche privilégie l'intégration régionale comme étape préalable à l'association avec l'UE (cf. notamment CEPS, 1999), ce qui toutefois ne satisfait ni les États-Unis, qui poussent vers une intégration rapide des Balkans dans l'UE⁵⁷, ni les pays européens les plus impliqués dans la région (notamment l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche et la Grèce) qui sont également tentés de promouvoir une politique plus ambitieuse. On peut ajouter qu'une telle politique n'aurait de sens que si l'intégration dans l'UE se produisait de manière groupée (« tous ou aucun »). Or les principaux acteurs intéressés, dans la région ou au sein de l'UE, seront hésitants, voire hostiles, à une telle perspective. Par conséquent, l'orientation actuelle consiste en une relative accélération des procédures d'adhésion, probablement assortie d'un abandon de la distinction entre les candidats qui ont commencé les négociations et les autres (Bulgarie, Roumanie), ainsi qu'en un renforcement des relations avec l'Albanie et l'ARY de Macédoine tout en préservant une approche sélective au cas par cas.

2.4. STABILISATION ET RECONSTRUCTION : DEUX PROCESSUS DIVERGENTS ?

Le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est devrait favoriser la stabilisation politique et la reconstruction économique des Balkans. Or il s'agit de deux processus qui ne sont pas nécessairement convergents et qui ne doivent pas être confondus. L'histoire de la région et les événements du printemps 1999 révèlent l'importance des blocages politiques, qui font souvent obstacle au développement de coopérations sur le plan économique malgré l'intérêt de ces dernières et en dépit de l'existence de plusieurs initiatives lancées à ce niveau (cf. partie I, ainsi que Jackson, 1997 et Lampe & Jackson, 1982). Dans la phase actuelle, les contraintes politiques semblent encore une fois très puissantes, en particulier

55. Selon l'actuel commissaire européen pour l'Élargissement, Gunter Verheugen, le conflit du Kosovo est une affaire européenne et, de son côté, la Banque européenne d'investissement serait prête à s'engager financièrement dans la reconstruction de la Serbie (*Süddeutsche Zeitung*, 12-13.06.1999). Or même la levée partielle de l'embargo sur les produits pétroliers pour alimenter des villes contrôlées par l'opposition serbe a été initialement confrontée aux vives réactions de l'administration américaine !

56. Paradoxalement, la Bosnie-Herzégovine, en situation d'"économie de protectorat", bénéficie de la non-application de la conditionnalité de coopération régionale et pourrait être plus facilement liée à l'UE.

57. S. Eizenstat, secrétaire adjoint au Trésor américain (AFP, 25.09.1999).

dans la partie occidentale de la péninsule⁵⁸. Leur sous-estimation pourrait estomper l'effet des actions entreprises dans le cadre du Pacte de stabilité. En effet, sans contester l'importance et l'absolue nécessité des ressources financières qui pourraient être mises à la disposition des pays de la région⁵⁹, il serait illusoire d'envisager une solution purement économique à des problèmes ayant des racines politiques⁶⁰. Dans la même perspective, une approche politique discriminatoire de la part des acteurs internationaux risque de créer de nouveaux blocages. À cela, il faut ajouter les problèmes relatifs au décalage entre les institutions formelles mises en place sous impulsion étrangère et les règles informelles qui régissent le comportement et les stratégies des acteurs locaux (Rizopoulos, 1999). La récupération des règles formelles afin de servir des intérêts spécifiques constitue un élément majeur des transitions "retardataires", renforcé dans le contexte balkanique par les tensions entre communautés et l'appauvrissement généralisé des populations.

En outre, on peut s'interroger sur le contenu économique des plans de restructuration et sur le modèle de développement proposé aux pays de la région. Ces questions auront des répercussions directes sur l'évolution des problèmes sociaux délaissés dans le cadre des politiques de stabilisation macro-économique et, par voie de conséquence, sur les évolutions politiques. En effet, l'aggravation de ces problèmes favorise la criminalisation de l'économie et permet le maintien au pouvoir des partis nationalistes, fortement liés à l'économie parallèle et utilisant leurs revenus dans une optique clientéliste⁶¹. Dans le cas où une telle tendance l'emporterait, on pourrait déboucher sur la création d'un vaste espace sous perfusion internationale, sans possibilité d'engendrer une dynamique vertueuse. Le processus de reconstruction de la Bosnie-Herzégovine en est la meilleure illustration (Vukadinovic, 1999b).

58. On peut percevoir ces difficultés au niveau de la libre circulation des personnes qui est quasiment inexistante entre la Serbie et la Croatie ou entre les différentes entités de la Bosnie-Herzégovine. Des politiques de visa très contraignantes interdisent le retour dans leurs foyers des quelque trois millions de réfugiés et déplacés dans l'espace de l'ancienne RFSY. L'abandon de cette politique restrictive des visas est indispensable pour le développement de la coopération régionale et la réapparition de dynamiques économiques transfrontalières. Tant que la libre circulation des personnes ne sera pas garantie, il sera impossible de décroiser des pays qui ont été en conflit, de promouvoir des projets de coopération régionale et de réhabiliter des axes de transport. Or jusqu'à présent, aucune conditionnalité n'a été imposée et aucune initiative internationale ne s'est penchée sur ce problème pourtant simple à résoudre du point de vue administratif et peu coûteux. Il s'agit là d'un des points où les contradictions des actions planifiées pour les Balkans apparaissent avec force.

59. La thèse a été avancée récemment qu'avec une aide économique massive à la partie occidentale des Balkans, les opérations militaires de l'OTAN auraient pu être évitées (AXT, 1999, pp. 401-402).

60. Sans parler des problèmes d'ordre juridique comme, par exemple, la souveraineté de la RFY sur le Kosovo.

61. Au Kosovo, entre autres, l'impossibilité de payer les fonctionnaires civils ouvre désormais la porte à la corruption et au développement de relations de dépendance à l'égard des forces politiques disposant d'un trésor de guerre et notamment de l'ex-UCK et de la Ligue démocratique d'Ibrahim Rugova (*Les Echos*, 13.10.1999).

Sans traiter de façon exhaustive ces questions, trois points afférents controversés seront abordés :

- la contradiction entre une approche globale de la région et sa segmentation politique et économique de plus en plus marquée,
- les problèmes posés par l'exclusion de la Serbie,
- la compatibilité douteuse entre relance économique et mesures visant en premier lieu la stabilisation des paramètres monétaires.

2.4.1. *La balkanisation des Balkans*

L'espace balkanique se trouve aujourd'hui plus fragmenté qu'il ne l'a jamais été tout au long de l'histoire moderne. En effet, l'intervention de l'OTAN et ses conséquences marquent une nouvelle étape du processus de formation de petites entités "ethniquement purifiées" et économiquement non viables (Riedel & Kalman, 1999)⁶². Par ailleurs, force est de constater que non seulement les clivages entre les communautés se sont approfondis mais que de nouveaux problèmes se posent. Sans avoir résolu la question albanaise, l'intervention de l'Alliance atlantique a définitivement enfanté une question serbe, née de la perte de territoires, des divers exodes forcés, des frustrations et angoisses vécues par ce peuple à l'issue des conflits des dix dernières années. Un bilan des événements ayant suivi la dislocation de l'ancienne RSFY permet de constater que les Serbes font partie de ceux qui subissent les conséquences les plus lourdes de la séparation ethnique. En même temps, la RFY reste l'un des rares États multi-ethniques avec plus d'une dizaine de communautés différentes.

Le conflit a également renforcé la fragilité territoriale d'autres pays de la région, en raison de l'existence de fortes minorités et de l'ambiguïté des solutions appliquées dans les pays concernés. Le Kosovo – protectorat administré officiellement, mais pas nécessairement dans les faits, par l'ONU – évolue désormais dans un contexte de double virtualité : il est toujours lié à la RFY par une souveraineté formelle alors que la majorité albanaise le considère comme indépendant. Or dans l'hypothèse d'une indépendance effective de la province, toute la logique de la reconnaissance des pays issus de la RSFY – reposant sur la transformation des frontières administratives des républiques en frontières extérieures – serait invalidée. Le Kosovo n'ayant jamais eu le statut de république, sa sécession *de facto* aurait pour effet d'accélérer les tendances à la désintégration de la Bosnie-Herzégovine. Dans ce pays, divisé en deux entités (la République serbe de Bosnie et la Fédération de Bosnie, avec une partie croate et

62. La nouvelle administration internationale de la province du Kosovo a décrété l'adoption du DM comme monnaie officielle et envisage de distribuer de nouveaux papiers d'identité, alors qu'aux postes frontière avec l'Albanie, les panneaux de la RFY ont été enlevés et les administrations locales sont désormais contrôlées par l'UCK. Le Monténégro, quant à lui, a décidé de mener une politique étrangère indépendante et introduit le mark allemand comme monnaie parallèle au dinar.

une autre musulmane), les administrations communes installées suite aux accords de Dayton sont loin de fonctionner de façon satisfaisante et la perspective d'une paix durable reste incertaine⁶³. Simultanément, la minorité albanaise adopte des positions de plus en plus radicales en ARY de Macédoine⁶⁴, alors que les problèmes soulevés par la minorité hongroise en Roumanie, les minorités turques ou musulmanes en Bulgarie⁶⁵ et en Grèce ou la minorité grecque en Albanie ne sont toujours pas définitivement résolus. Enfin, les risques de violence sociale sont toujours présents en Albanie, pays traversé par de profonds clivages historiques et religieux (voire claniques) entre le Nord et le Sud⁶⁶.

Par ailleurs, la fragmentation de l'espace balkanique est renforcée par la mise en oeuvre d'une reconstruction à géométrie variable. En effet, les divergences d'intérêt des pays donateurs et la limitation des moyens ne laissent pas espérer une aide substantielle pour le développement de l'ensemble des Balkans, au-delà des fonds engagés pour surmonter les difficultés les plus graves occasionnées par la guerre, focalisés notamment sur le Kosovo⁶⁷ et, éventuellement, le Monténégro. Cette logique risque d'aboutir, comme en Bosnie-Herzégovine, à de nouvelles disparités régionales qui vont se creuser en fonction de l'importance des ressources attribuées à chaque entité. Ainsi, le Kosovo pourrait connaître un essor économique comme l'Herzégovine tandis que la Voïvodine risque de subir un déclin comme la République serbe de Bosnie. La Bulgarie et la Roumanie, quant à elles, ne semblent pas être prioritaires tout en étant dans l'impossibilité de régler leurs problèmes économiques structurels sans un engagement conséquent des acteurs internationaux⁶⁸. Il en va de même pour l'ARY de Macédoine et l'Albanie. Cette évolution différenciée des niveaux de développement, qui ne

63. Les nouveaux programmes scolaires introduits par les partis nationalistes au pouvoir et financés par les programmes de reconstruction de l'Union européenne constituent un bon exemple des clivages et de la reproduction de la haine ethnique dans ce pays.

64. Selon le recensement de 1994, la minorité albanaise y constitue 22,9 % de la population, ce qui représente environ 500 000 personnes. Cependant, selon certaines estimations, il y aurait quelque 130 000 Albanais supplémentaires non enregistrés. Voir à ce sujet, "Unfinished peace", *Report of the International Commission on the Balkans*, The Aspen Institute, Carnegie Endowment for International Peace, 1996, p. 119.

65. La nouvelle Constitution bulgare, promulguée le 12 juillet 1991, ne mentionne pas le terme de "minorité". La Bulgarie étant un « État unitaire à autodétermination locale », les « formations territoriales autonomes ne sont pas admises ».

66. Le rôle de l'UCK dans les antagonismes politiques intérieurs en Albanie n'est pas tout à fait clair. Cependant, il semble acquis que la tentative de coup d'État de S. Berisha en septembre 1998 s'est appuyée sur les forces de l'UCK, massivement présentes et entraînées dans le nord du pays.

67. Alors que l'évaluation des dommages a évolué pendant l'été 1999 de façon assez erratique, la Commission européenne a estimé le coût pour la reconstruction du Kosovo à 1 milliard d'euros par an pendant trois ans (sans compter l'aide humanitaire d'environ 2,1 millions de USD), dont la moitié sous forme de dons. Néanmoins, 150 millions d'euros seulement seraient effectivement engagés en septembre 1999 (EIU, 1999, pp. 42-43).

68. Les autorités et l'opinion publique de ces deux pays manifestent déjà des signes de frustration face à l'insuffisance des dispositifs d'aide et aux retards dans leur mise en place.

repose pas sur les réalités économiques locales mais sur la concentration des flux financiers venant de l'étranger, risque fort d'attiser les nationalismes et l'incompréhension entre communautés.

2.4.2. Vers une "irakisation" de la Serbie ?

À la date d'achèvement de cet article, la Serbie était toujours exclue des aides internationales à la reconstruction en raison de l'application discrétionnaire d'un principe de conditionnalité⁶⁹ exclusivement fondé sur des sanctions. Dans le contexte actuel, cette politique semble peu justifiée.

En premier lieu, le maintien de son isolement économique, parallèlement à une politique d'aide pour le Monténégro et de financement de la reconstruction du Kosovo, risque de susciter de fortes tensions sociales en raison de la paupérisation accélérée de la population⁷⁰. Ensuite, l'utilisation de l'aide économique en tant que moyen de pression pour imposer des solutions politiques peut provoquer un "effet d'inat"⁷¹, élément culturel présent dans toutes les populations de la région. Enfin, la détérioration des conditions de vie ne favorise pas une démocratisation politique et l'histoire des différents embargos semble le confirmer. En effet, il est illusoire de penser qu'un régime démocratique peut fonctionner ou se mettre en place sans une véritable relance économique. La légitimité des sanctions est mise en doute compte tenu du déficit démocratique généralisé dans la région et suite au "règlement" des problèmes au Kosovo (où, sous administration onusienne, le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme tient de la fiction). En outre, il est impossible d'envisager un développement durable de la région sans la participation de la RFY, et de la Serbie en particulier, en raison de sa position géographique centrale. L'impact déstabilisateur du prolongement d'une situation de crise économique sur certains pays limitrophes semble au contraire plaider pour l'élaboration urgente d'un programme d'aide économique. De même, la réintégration immédiate de la RFY au sein des instances internationales et la fin de son isolement international pourraient effacer l'inco-

69. La conditionnalité consiste à ne fournir de l'aide économique que si sont donnés des gages de respect des droits de l'homme (individuels et collectifs) et de démocratisation.

70. Actuellement le salaire mensuel moyen est d'environ 250 francs et la tendance est à la baisse. L'opposition intérieure et les acteurs internationaux misent sur une récupération politique du mécontentement social, alors que le pouvoir central a lancé un vaste programme de reconstruction des infrastructures, des usines et des habitations détruites par les bombardements. Le message à la population semble clair : pendant que les partis d'opposition vont mendier des aides à l'étranger, nous reconstruisons le pays. Cependant, le financement de la reconstruction sera difficile sans une augmentation substantielle de la masse monétaire. Les risques d'une forte inflation se font sentir et le temps devient l'élément principal du jeu politique serbe.

71. Mot turc qui exprime un comportement d'entêtement et de défi face à une pression extérieure.

hérence d'une demande de coopération pendant qu'est pratiquée l'exclusion, ce qui aurait également des répercussions positives, à la fois politiques et économiques, sur le plan intérieur (Clément, 1997).

2.4.3. *Quel modèle de développement pour les Balkans ?*

Il est difficile de déceler, dans le cadre du Pacte de stabilité, un modèle de développement cohérent et approprié aux Balkans au-delà des propositions concernant la réhabilitation des infrastructures. Dans des économies en mal de croissance, les actions favorables à la création de richesses devraient constituer une priorité afin d'élever le niveau de vie, soutenir l'investissement et donner une impulsion à la demande. Or la majeure partie des mesures économiques proposées s'inscrit dans la logique des prescriptions du FMI mettant l'accent sur la stabilité monétaire. Notamment, l'instauration de caisses d'émission (*Currency board*), en attendant une éventuelle euroisation totale, apparaît comme un élément primordial du "paquet" économique destiné aux pays de la région. Des positions similaires sont adoptées par certains *think-tanks* proches de la Commission européenne (CEPS, 1999 ; Gros, 1999).

L'instauration d'une caisse d'émission consiste à scinder la Banque centrale (et son bilan) en département d'émission et département bancaire avec un régime de change fixe par rapport à une monnaie ancre. Un tel dispositif institutionnel est considéré comme le meilleur moyen de contraindre l'action des agents économiques par la référence à une règle hors de leur portée. Il permet notamment d'empêcher les autorités monétaires de recourir à des politiques discrétionnaires utilisant les variations de la masse monétaire comme mécanisme d'intervention en économie réelle⁷². La crédibilisation des politiques de stabilisation, la baisse des taux d'intérêt et un meilleur accès aux marchés des capitaux sont les principaux arguments en faveur de cette option, déjà appliquée en Bulgarie et en Bosnie-Herzégovine. Or en l'absence d'hyperinflation et de problèmes monétaires graves, la pertinence de ces arguments est sujette à caution dans le cas des pays balkaniques, d'autant que les caisses d'émission ont, du moins à court terme, un impact déflationniste, ce qui équivaldrait à prescrire une cure d'amaigrissement à un patient qui souffre de malnutrition⁷³.

Par ailleurs, le prix de la stabilité monétaire et de taux de change fixes serait l'annulation d'une partie substantielle de la compétitivité-prix de ces économies

72. L'analyse de l'expérience bulgare amène à nuancer cette idée. En fait, les autorités monétaires peuvent toujours intervenir sur la masse monétaire, même si leurs marges de manœuvre sont plus limitées (voir N. Nenovsky, dans ce numéro). En Bulgarie, le FMI semble tolérer cette pratique qui contourne pourtant les principes de la caisse d'émission.

73. Le fait que l'application des principes de la caisse d'émission est facilitée par la possibilité d'ajuster les salaires à la baisse dans les pays balkaniques constitue l'un des arguments avancés pour sa promotion (GROS, 1999, p. 5).

en raison de la surévaluation *de facto* de la monnaie locale et de l'impossibilité d'utiliser le taux de change comme instrument d'ajustement. À quelle réalité économique correspondrait un denar macédonien aussi fort que le mark (euro) allemand ? La possibilité d'un accès plus facile aux marchés des capitaux ne doit pas dissimuler un arbitrage incontournable entre la promotion des exportations et le service de la dette. En effet, une croissance extravertie et plus dynamique ne peut que conduire à une appréciation progressive de la monnaie. En l'absence de dévaluations régulières, les exportations vont pâtir et la croissance sera compromise⁷⁴. Compte tenu de ces éléments ainsi que de l'arrêt des investissements étrangers et de la difficulté à dégager des ressources grâce à la vente d'actifs (privatisation), la caisse d'émission semble une solution indéfendable.

Il est difficile de ne pas faire le lien entre cette approche monétariste et l'idée de "table rase" consistant en l'abandon – voire la destruction – du capital existant, justifié par l'inadaptation supposée des capacités de production anciennes aux conditions d'une économie de marché. Cette idée, discréditée par ses effets pervers dans un certain nombre de pays en transition, resurgit dans le contexte balkanique, explicitement pour la RFY et la Bosnie-Herzégovine sous le prétexte que tout y a été détruit et implicitement pour les autres pays de la région (Gros, 1999). Selon ses promoteurs, cette approche permet d'éviter les problèmes de restructuration des grandes entreprises et de mettre l'accent sur la création *ex nihilo* de petites entreprises, garantes de l'efficacité économique. Une telle proposition appelle quelques commentaires.

Si le tissu économique et industriel des pays balkaniques n'est certes pas très développé, il représente toutefois une accumulation de connaissances et de capacités productives répondant à des besoins réels et souvent performantes à l'exportation car la qualité des produits vendus sur les marchés internationaux est très variable. L'abandon pur et simple de ces activités en raison de leur retard relatif constitue un argument aussi peu recevable qu'une politique de fermeture de toutes les entreprises européennes qui ne sont pas à la pointe de la technologie dans leurs domaines d'activité respectifs.

Il faut incontestablement encourager le développement des PME et des micro-projets⁷⁵, mais la prolifération d'une multitude de petites unités "entrepreneuriales" en l'absence de grandes entreprises performantes constitue une perspective peu crédible, d'autant plus que l'investissement étranger pourrait se raréfier dans le proche avenir. En outre, il semble difficile d'envisager la pro-

74. La caisse d'émission instaurée en Argentine en 1991 est souvent citée comme exemple à suivre. La référence à cette expérience paraît, toutefois, peu justifiée car le contexte argentin (caractérisé notamment par l'hyperinflation) était très différent du contexte balkanique. Par ailleurs, l'Argentine, après avoir incontestablement bénéficié des effets positifs de la caisse, s'interroge actuellement sur la nécessité d'abandonner cette institution et sur une dévaluation éventuelle du peso.

75. Des actions en ce sens avaient déjà été entreprises avant le lancement du Pacte de stabilité (cf. W. Bartlett dans ce numéro).

duction de biens et services compétitifs uniquement dans de petites unités. Une telle perspective pourrait, dans le meilleur des cas, favoriser le développement d'une sous-traitance de capacité pour le compte des firmes multinationales mais aucun modèle de développement durable ne prescrit un tel schéma.

Au mieux, l'application de telles propositions serait en mesure de faciliter le rapprochement (mais pas l'intégration) des pays balkaniques avec l'UE en appuyant, accessoirement, le processus d'internationalisation de l'euro et des firmes européennes. En revanche, les effets sur la croissance de ces pays, sur la coopération au sein de région et sur l'apaisement des tensions inter-communautaires risquent d'être décevants.

CONCLUSION

Dans une perspective historique, l'espace balkanique apparaît comme étant à la fois cloisonné et sous l'emprise de fortes osmose culturelles et communautaires, malgré l'intensité globalement faible des échanges économiques mutuels. Fortement influencées par les stratégies des puissances extra-régionales et les dérives identitaires, les élites politiques locales ont souvent constitué un obstacle aux coopérations économiques régionales, malgré les fortes synergies potentielles.

La dissolution de l'ancienne Fédération socialiste de Yougoslavie, la crise transformationnelle et les blocages de la transition ont prolongé les fragmentations politiques et économiques, aggravées par les répercussions de l'intervention armée de l'OTAN contre la RFY. Dans ce contexte, les acteurs internationaux et notamment l'UE ont manifesté la volonté de réhabiliter la région et de promouvoir une dynamique d'ensemble comme seule perspective de sortie des crises balkaniques. Or cette « approche globale », énoncée notamment par le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, demeure floue et contradictoire.

Il semble légitime de supposer que, en l'absence de facteurs extra-économiques négatifs, la proximité géographique devrait créer des complémentarités économiques. Les pays de l'UE qui, pour des raisons historiques, géographiques, culturelles et économiques, sont fortement engagés dans la région pourraient jouer un rôle important dans ce processus, parallèlement à une implication plus large des autres pays européens. A contrario, la suppression des possibilités de construire des relations de coopération entre voisins aurait un impact négatif sur les chances de développement et de stabilisation. Or en l'absence d'une volonté politique suffisamment forte d'accélération du processus d'association à l'UE – qui consisterait à faire passer au second plan les considérations relatives au respect des critères de Copenhague et de « l'acquis communautaire » –, la gestion des problèmes économiques de la région est vouée à un traitement au « cas par cas ». Dans un tel contexte, la création d'un marché commun exclusivement balkanique et périphérique par rapport à l'UE constitue un objectif peu réaliste et ne correspond pas aux aspirations de la plupart des acteurs de la région, notamment

dans le cas où les accords de stabilisation et d'association seraient perçus comme un objectif lointain, au contenu flou et procédant d'une approche sélective. À cela s'ajoutent l'engagement de moyens financiers insuffisants et de mesures économiques inadéquates pour donner une impulsion au développement économique, ainsi que la répartition inégale de l'aide internationale. De surcroît, la perspective d'une création de sociétés assistées, où l'économie parallèle aurait une place prépondérante, semble de plus en plus probable.

Sur le plan politique, la balkanisation de l'espace régional avec l'émergence de nouveaux pays ou protectorats, l'application discrétionnaire de règles et de principes de conditionnalité basés exclusivement sur des sanctions, l'isolement de la Serbie et les résistances locales au développement d'une attitude plus coopérative sont autant de facteurs qui contredisent une approche globale favorable à l'apaisement des conflits et à la libre circulation des biens et des personnes. Un défi de taille est lancé notamment aux pays de l'UE qui doivent concilier, d'une part, une Europe engagée sur la voie de l'intégration et des solutions consolidant le séparatisme communautaire et, d'autre part, la partition territoriale en fonction de lignes ethniques ⁷⁶, auxquelles se joignent à présent des traitements économiques différenciés.

Enfin, les modalités pratiques de la mise en œuvre du Pacte de stabilité reflètent une superposition d'intérêts, des sensibilités différentes parmi les pays de l'Alliance atlantique et de l'UE ainsi que des préoccupations politiques qui, en ne servant pas nécessairement une redéfinition véritable de la position de la région dans la configuration européenne, rendent difficile l'élaboration d'un projet politico-économique relativement cohérent.

Dans l'hypothèse où cette analyse s'avérerait juste, l'action visant à réhabiliter les Balkans risque d'être inefficace, voire de se transformer en une source de nouveaux problèmes et d'accentuation des fractures existantes. Cette tendance semble actuellement l'emporter.

76. Déjà avant la crise du Kosovo, « l'approche occidentale a... contribué à légitimer, au cœur de l'Europe, les principes opposés au fondement même du processus d'intégration et d'élargissement de l'Union Européenne : la partition territoriale de facto en fonction de lignes ethniques, religieuses et culturelles » (CLÉMENT, 1997, p. 28).

ANNEXE

Aide (totale) de la Communauté européenne aux pays des Balkans occidentaux (engagements), 1991-avril 1999, millions d'euros

	Albanie (1)	Bosnie- Herzégovine (2)	Croatie	RFY	ARYM	Multi- pays	TOTAL
PHARE + OBNOVA	616,4	754,5	49,6	41,7	236,7	9,8	1 708,6
Aide humanitaire (Écho)	41,2	1 032,1	290,8	262,8	45,7	236,1	1 908,7
Sécurité alimentaire (DG VIII)	16,5	–	–	–	–	–	16,5
Soutien à la balance des paiements (DG II)	20,0	60,0	–	–	40,0	–	120,0
BEI (1991-98)	46,0	–	–	–	–	–	46,0
Autres actions (3)	122,8	221,2	9,3	17,5	2,0	12,3	385,1
Total - Assistance CE	862,9	2 067,8	349,7	322,0	324,4	258,2	4 184,9
Assistance États membres (1990-97)	712,8	507,9	1 165,9	712,4	178,2	–	3 277,2
Total	1 575,7	2 575,7	1 515,6	1 034,4	502,5	258,2	7 462,1
BERD	68,0	70,0	511,0	–	143,0	–	792,0

(1) L'assistance macro-financière à l'Albanie, décidée en 1991 et 1992, est comprise sous PHARE.

(2) En ce qui concerne les 60 millions d'euros de soutien à la balance des paiements, 15 millions programmés pour 1999 seront financés par OBNOVA. Le montant total sous PHARE+OBNOVA a donc été réduit de 15 pour éviter un double comptage.

(3) Les "autres actions" comprennent l'assistance alimentaire à l'Albanie du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole [FEOGA] (120 millions d'euros), le déminage et autres opérations en Bosnie (200 millions d'euros).

Source : Europe information service, *Euro-Est*, n° 78, juin 1999, Bruxelles.

BIBLIOGRAPHIE

- ALTMANN F.-L. (1998), "Die Balkan-Politik der EU-Regionalansatz und Prinzip der Konditionalität", *Südosteuropa*, n° 10-11, pp. 503-515.
- ANDREFF M. (1998), "La spécialisation du commerce entre l'Union européenne et les pays d'Europe centrale et orientale : quelle évolution ?", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 29, n° 4, pp. 161-189.
- AXT H.-J. (1999), "Der Stabilitätspakt für Südosteuropa : politischer Aktionismus oder langfristiges Konzept ?", *Südosteuropa*, n° 7-8, pp. 401-416.
- BARISITZ S. (1999), "The Southeast European nonassociated countries – Economic developments, the impact of the Kosovo conflict and relations with the EU", *Focus on Transition*, n° 1, Österreichische Nationalbank, pp. 60-94.
- BEBLER A. (1998), "Slovenia and South-Eastern Europe", *Südosteuropa*, n° 3-4, pp. 135-148.
- BLAGOEV B. (1997), "Two Models for Stabilisation of the Balkans and South-Eastern Europe", *Balkan Forum*, n° 2, pp. 49-63.
- BOUGAREL G. (1997), *Bosnie-Herzégovine : anatomie d'un conflit*, Paris : La Découverte.
- CEPS (1999), "A system of post-war South East Europe (Plan for reconstruction, openness, development and integration)", *Working Document 131*, Brussels, May 3 (<http://www.ceps.be>).
- CLÉMENT S. (1997), "La prévention des conflits dans les Balkans : le Kosovo et l'ARY de Macédoine", *Cahiers de Chaillot*, n° 30, décembre, Paris : Institut d'Études de Sécurité de l'UEO (<http://www.weu.int/>).
- CLÉMENT S., sous la direction de (1998), "Les questions soulevées par la Bosnie et le débat transatlantique", *Cahiers de Chaillot*, n° 32, mai, Paris : Institut d'Études de Sécurité de l'UEO (<http://www.weu.int/>).
- CVIIC C. (1995), *Remaking the Balkans*, London : Pinter.
- CVIIC J. (1918), *La péninsule balkanique : géographie humaine*, Paris : A. Colin.
- EIU [European Intelligence Unit] (1999), *Yugoslavia (Serbia-Montenegro)*, Country Report, 3rd quarter.
- EUROPEAN COMMISSION (1999), *Dealing with the repercussions of the Kosovo crisis on the economies of the Western Balkans: Needs, instruments and cooperation*, DG II, Brussels, April 28.
- FOUCHER M., sous la direction de (1993), *Fragments d'Europe*, Paris : Fayard.
- GARDE P. (1992), *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris : Fayard.
- GELLNER E. (1989), *Nations et nationalisme*, Paris : Payot.
- GERVEREAU L. & TOMIC Y., sous la direction de (1998), *De l'unification à l'éclatement. L'espace yougoslave, un siècle d'histoire*, Musée d'histoire contemporaine - BDIC.
- GLIGOROV V. (1998), "Trade and investment in the Balkans", WIIW, *Research Reports*, n° 250, October.
- GLIGOROV V. & SUNDSTRÖM N. (1999), "The costs of the Kosovo crisis", WIIW, *Country Analyses and Country Profiles*, n° 12, April.
- GLOBOKAR T. (1986), "Yougoslavie", *Le courrier des pays de l'Est*, n° 309-310-311, août-octobre.
- GOUNARIS V., MIHAÏLIDIS I. & ANGELOPOULOS Y., eds. (1997), *Identités en Macédoine*, Athènes : Ed. Papazissis (en grec).
- GRIMM F.-D., éd. (1998), *Grenzen und Grenzregionen in Südosteuropa*, Leipzig : Südosteuropa-Gesellschaft.

- GROS D. (1999), "An economic system for post-war South-East Europe", CEPS, June 9.
- GROUP 17 (1999), *Final account; The economic consequences of NATO bombing; estimates of damage and of required resources for reconstruction in Yugoslavia*, Stubovi kulture, Beograd.
- HABERL N. (1990), "Südosteuropa und das Deutsche Reich vor dem Zweiten Weltkrieg", *Südosteuropa*, n° 9, pp. 501-526.
- HATSCHIKJAN M. & TROEBST S. (1999), *Südosteuropa. Ein Handbuch*, Munich : Beck.
- HEIMERL D. (1997), "La Serbie-Monténégro en 1996-97 : une économie isolée et sinistrée", *Le courrier des pays de l'Est*, n° 419, mai-juin, pp. 62-68.
- HEIMERL D. (1999), "Serbie-Monténégro en 1998-99 : « tout n'est pas perdu, il reste encore quelque chose à perdre »", *Le courrier des pays de l'Est*, n° 442, pp. 121-130.
- HOFFMAN G. (1963), *The Balkans in Transition*, Princeton : D. Van Nostrand.
- HÖSCH E. (1995), *Geschichte der Balkanländer. Von der Frühzeit bis zur Gegenwart*, Munich : Beck.
- HÖSCH E. (1998), "Kulturgrenzen in Südosteuropa", *Südosteuropa*, n° 12, pp. 601-623.
- IMF (1999), *The Economic Consequences of the Kosovo Crisis: An Updated Assessment*, Washington D.C., May 25.
- JACKSON M. (1997), "Balkan economic cooperation in the light of history", in *Economic Cooperation in the Balkans. A Regional Approach to the European Integration*, PHARE-ACE Project n° 94-0760-R.
- KASER K. (1990), *Südosteuropäische Geschichte und Geschichtswissenschaft*, Wien, Köln : Böhlau Verlag.
- KYMLICKA W., Ed. (1995), *The Rights of Minority Cultures*, Oxford : Oxford University Press.
- LAMPE J. & JACKSON M. (1982), *Balkan Economic History, 1550 to 1950: From Imperial Borderlands to Developing Nations*, Bloomington, In. : Indiana University Press.
- LE COURRIER DES PAYS DE L'EST (1999), "Europe Centrale et Orientale : l'UE en point de mire", n° 442, août-septembre, numéro spécial, 155 p.
- LORY B. (1996), *L'Europe balkanique de 1945 à nos jours*, Paris : Ellipses.
- LUBEN I. (1991), *Une structure transfrontalière en Europe centrale des Alpes à l'Adriatique*, Paris : Fondation pour les Études de Défense Nationale.
- MORE M. (1997), "Foreign trade orientation of the countries of the former Yugoslavia", in *Economic Cooperation in the Balkans. A Regional Approach to the European Integration*, PHARE-ACE Project n° 94-0760-R.
- NEUBERGER E. & TYSON L., Eds. (1980), *The Impact of International Economic Disturbances on the Soviet Union and Eastern Europe. Transmission and Response*, New York : Pergamon Press.
- PASALIC Z. (1991), "Les transports entre la Yougoslavie et la CEE. Atouts et limites", *Le courrier des pays de l'Est*, n° 357, pp. 59-70.
- PERROT F. & SOKOLOFF G. (1991), "La Yougoslavie. Évolution économique et perspectives de l'après-titisme", *Le courrier des pays de l'Est*, n° 134, pp. 80-101.
- PETRAKOS G. (1997), "The trade relations of Greece in the Balkans: Structure, evolution and implications for economic cooperation", in *Economic Cooperation in the Balkans. A Regional Approach to the European Integration*, PHARE-ACE Project n° 94-0760-R.
- RIEDEL S. & KALMAN M. (1999), "Die Destabilisierung Südosteuropas durch den Jugoslawienkrieg", *Südosteuropa*, n° 5-6, pp. 258-315.
- RIZOPOULOS Y. (1999), "Stratégies organisationnelles et réseaux post-socialistes en Russie", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 30, n° 2-3, pp. 283-302.

- ROUX M. (1997), "Frontières, territoires et échanges dans les Balkans dans la perspective de l'intégration européenne", *Territoires en mutation*, décembre, numéro spécial.
- RUPNIK J. (1992), *De Sarajevo à Sarajevo. L'échec yougoslave*, Bruxelles : Éditions Complexe.
- SCHEIN M. (1974), "When is an ethnic group? Ecology and class structure in northern Greece", *Ethnology*, n° 14, pp. 83-97.
- STABILITY PACT FOR SOUTH-EASTERN EUROPE (1999), *Key Documents – Economic reconstruction and development in South East Europe* (<http://www.seerecon.org/>).
- STAVROU T. & LAMPE J. (1998), *Redefining Southeastern Europe: Political Challenges and Economic Opportunities*, München : Südosteuropa-Gesellschaft.
- STOIANOVICH T. (1994), *Balkan Worlds. The First and the Last Europe*, New York-London : Armonk.
- SZUCS J. (1985), *Les trois Europe*, Paris : L'Harmattan
- TODOROVA M. (1994), "The Balkans: From Discovery to Invention", *Slavic Review*, vol. 53, n° 2, pp. 453-482.
- TODOROVA M. (1996), "Hierarchies of Eastern Europe: East-Central Europe Versus the Balkans", *Occasional Papers*, The Woodrow Wilson Center.
- TODOROVA M. (1997), *Imagining the Balkans*, New York-Oxford : Oxford University Press.
- UN ECE (1995), *Economic Bulletin for Europe*, vol. 47.
- UNHCR (1999), *Funding and Donor Relations. Revision of the 1999 UN Consolidated Inter-agency Appeal for the Southeastern Europe Humanitarian Operation*, UN, July (<http://www.unhcr.ch/fdrs/>).
- VUKADINOVIC N. (1996), "La reconstruction de la Bosnie-Herzégovine : aide internationale et acteurs locaux", *Les études du CERI-FNSP*, n° 21, décembre.
- VUKADINOVIC N. (1999a), *L'année stratégique*, IRIS, septembre.
- VUKADINOVIC N. (1999b), "Bosnie-Herzégovine : une transition sous perfusion", *Le courrier des pays de l'Est*, n° 442, pp. 24-31.
- WORLD BANK (1999), "The role of the World Bank in the Kosovo crisis", The World Bank Group (<http://www.worldbank.org>).
- YUGOSLAV SURVEY (1998a), "The effect of sanctions on the economy and society of the FR of Yugoslavia", vol. XXXIX, n° 2, pp. 3-30.
- YUGOSLAV SURVEY (1998b), "The grey economy in FR Yugoslavia", vol. XXXIX, n° 4, pp. 53-80.
- YUGOSLAV SURVEY (1999), "Economic, humanitarian and ecological consequences of NATO aggression against Yugoslavia – Basic facts and appraisals", vol. XL, n° 1-2, pp. 9-26.